

DIALOGUE GLOBAL

3.2

5 numéros par an, en 14 langues

La vocation de la sociologie

André Béteille, Jacklyn Cock

Politiques au Moyen-Orient

Mustafa Attir,
Sari Hanafi,
Feras Hammami

Réponses à la crise au Portugal

José Soeiro,
Dora Fonseca,
Maria Luísa Quaresma

- > Le triple tournant de la sociologie taïwanaise
- > La sociologie dans un petit pays
- > Questions morales au Chili
- > La politique environnementale du Chili
- > Des migrants occupent le centre de Santiago
- > Internationaliser la sociologie
- > La sociologie américaine est-elle en déclin ?
- > Les Balkans, au-delà de la balkanisation
- > Interdisciplinarité
- > Sociologie et transformations sociales
- > Mouvements à l'échelle globale
- > Participation des jeunes à l'ONU
- > Reportage photo : Les vrais Bedik

NEWSLETTER



Association
Internationale
de Sociologie



VOLUME 3 / NUMÉRO 2 / FÉVRIER 2013
www.isa-sociology.org/global-dialogue/

DG



> Éditorial

Face à un monde d'inégalités

J'écris cet éditorial depuis Ramallah, la capitale administrative de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie – un lieu à part qui ouvre la voie à de nouvelles perspectives de domination qui affectent autant les conditions pour produire de la sociologie que son objet d'étude. Si Gaza connaît la violence brusque et terrifiante des bombardements, alors ce que connaît la Cisjordanie est la violence lente – la *slow violence* dont parle Jackie Cock dans ce numéro de *Dialogue Global* –, celle des partitions géographiques, de la multiplication des postes de contrôle, du mur qui gagne du terrain, chasse les Palestiniens de leur terre et apporte la division entre eux, le tout afin de favoriser l'expansion unilatérale des colonies israéliennes.

En Cisjordanie, la vie est marquée par l'incertitude et l'insécurité, en particulier dans les universités. Mais les Palestiniens sont aussi ingénieux pour se défendre que l'État israélien l'est pour les brutaliser. Un exemple : l'Université Al-Quds, basée à Abu Dis, a parrainé une expérience unique en son genre appelée *Campus in Camps* (« un campus dans les camps ») – un projet qui apporte aux réfugiés des camps une formation critique et novatrice. Ce projet conçu par Alessandro Petti, Sandi Hilal et Munir Fasheh, a permis à 15 jeunes hommes et femmes de quatre camps palestiniens d'élaborer un « dictionnaire collectif » pour problématiser les concepts de base des sciences sociales – la citoyenneté, la participation, le bien-être, la durabilité, le savoir, la relation, les biens communs – en leur donnant un sens local. Ce processus intensif d'éducation freirienne a entraîné une transformation de la conscience sociale où les camps de réfugiés ne sont plus perçus comme un lieu de victimisation mais comme un espace politique qui a été constitué et reconstitué depuis 1948.

Ainsi que Feras Hammami l'explique dans ce numéro, l'état d'exception touche également les dominateurs – l'État israélien élimine toute dissidence dans ses propres universités. Bien sûr, Israël n'est pas le seul exemple de pouvoir dictatorial dans la région. Mustafa Attir décrit comment on faisait de la sociologie sous le régime de Kadhafi et les défis que cela pose au nouveau pouvoir. Ailleurs dans le monde, des sociologues chiliens – Oriana Bernasconi, Alejandro Pelfini et Carolina Stefoni – décrivent les limitations et les paradoxes de la transition démocratique et comment cela influe sur les questions morales, l'environnement et les migrations. C'est également le thème de la démocratisation qui sert de base à Michael Hsiao pour expliquer la trajectoire ascendante d'une sociologie taïwanaise qui a importé à ses débuts les méthodes et théories américaines, puis a expérimenté le tournant critique contre le parti d'État autoritaire du Kuomintang avant de prendre un tournant radical quand les sociologues ont rejoint le mouvement démocratique. Face à cette vision optimiste, Su-Jen émet des doutes sur la sociologie produite dans de petits pays qui comptent des communautés limitées de chercheurs.

Ces difficultés n'empêchent cependant pas l'apparition de techniques d'intervention sociologique novatrices. Comme en témoignent José Soeiro et Dora Fonseca, les sociologues portugais ont développé des stratégies de mobilisation innovantes contre les politiques d'austérité, souvent transplantées d'Amérique latine. Ces jeunes sociologues ne se sentent pas aussi concernés par les dilemmes présentés avec brio par Eloísa Martín, rédactrice en chef de *Current Sociology*, dilemmes consistant à opérer dans un monde professionnel gouverné par les normes du Nord. Ils sont prêts à adapter et recréer la sociologie, d'où qu'elle vienne, pour faire face au potentiel destructif de la troisième vague de marchandisation et à ses instruments politiques.

> **Dialogue Global est disponible en 14 langues sur le [site web de l'ISA](#)**

> **Les propositions d'articles sont à adresser à burawoy@berkeley.edu**



André Bêteille, l'un des spécialistes en sciences sociales les plus réputés de l'Inde, explique la relation complexe entre sociologie et anthropologie, et comment les sociologues doivent maintenir une indépendance critique lorsqu'ils abordent les domaines politique et public.



Jacklyn Cock, féministe et penseur critique spécialiste des questions d'environnement, met en évidence l'omniprésence de la violence lente et destructive dans l'Afrique du Sud d'aujourd'hui – un sujet central et nécessaire pour l'analyse sociologique.



Dans une interview menée par Sari Hanafi, le sociologue **Mustafa Attir** décrit la condition de sociologue sous le régime répressif de Kadhafi et parle des défis auxquels sont confrontés les sociologues libyens d'aujourd'hui.

> Comité de rédaction

Directeur de la publication :

Michael Burawoy.

Responsables d'édition :

Lola Busuttil, August Bagà.

Rédacteurs en chef associés :

Margaret Abraham, Tina Uys, Raquel Sosa, Jennifer Platt, Robert Van Krieken.

Rédacteurs-consultants :

Izabela Barlinska, Louis Chauvel, Dilek Cindoğlu, Tom Dwyer, Jan Fritz, Sari Hanafi, Jaime Jiménez, Habibul Khondker, Simon Mapadimeng, Ishwar Modi, Nikita Pokrovsky, Emma Porio, Yoshimichi Sato, Vineeta Sinha, Benjamín Tejerina, Chin-Chun Yi, Elena Zdravomyslova.

Équipes régionales

Monde arabe :

Sari Hanafi, Mounir Saidani.

Brésil :

Gustavo Taniguti, Juliana Tonche, Pedro Mancini, Célia da Graça Arribas, Andreza Galli, Renata Barreto Preturlan, Rossana Marinho.

Colombie :

María José Álvarez Rivadulla, Sebastián Villamizar Santamaría, Andrés Castro Araújo.

Inde :

Ishwar Modi, Rajiv Gupta, Rashmi Jain, Uday Singh.

Iran :

Reyhaneh Javadi, Najmeh Taheri, Hamidreza Rafatnejad, Saghar Bozorgi, Zohreh Sorooshfar, Faezeh Khajehzadeh.

Japon :

Kazuhiisa Nishihara, Mari Shiba, Kousuke Himeno, Tomohiro Takami, Yutaka Iwadate, Kazuhiro Ikeda, Yu Fukuda, Michiko Sambe, Takako Sato, Shohei Ogawa, Tomoyuki Ide, Yuko Hotta, Yūsuke Kosaka.

Pologne :

Mikołaj Mierzejewski, Karolina Mikołajewska, Jakub Rozenbaum, Krzysztof Gubański, Emilia Hudzińska, Julia Legat, Adam Müller, Tomasz Piątek, Anna Piekutowska, Anna Rzeźnik, Konrad Siemaszko, Justyna Witkowska, Zofia Włodarczyk.

Roumanie :

Cosima Rughinis, Ileana Cinziana Surdu.

Russie :

Elena Zdravomyslova, Anna Kadnikova, Elena Nikiforova, Asja Voronkova, Ekaterina Moskaleva, Julia Martinavichene.

Taïwan :

Jing-Mao Ho.

Turquie :

Aytül Kasapoğlu, Nilay Çabuk Kaya, Günnur Ertong, Yonca Odabaş, Zeynep Baykal, Gizem Güner.

Consultants médias :

Annie Lin, José Reguera.

Consultant éditorial :

Abigail Andrews.

> Dans ce numéro

Éditorial : Face à un monde d'inégalités **2**

La vocation de la sociologie : un point de vue pragmatique
par André Béteille, Inde **4**

La vocation de la sociologie : mettre en évidence la *slow violence*
par Jacklyn Cock, Afrique du Sud **6**

> POLITIQUES AU MOYEN-ORIENT

La sociologie libyenne pendant et après la dictature
Entretien avec Mustafa Attir, Libye **8**

Crise politique dans les universités israéliennes
par Feras Hammami, Suède **11**

> PORTUGAL : RÉPONSES À LA CRISE

Le Théâtre de l'Opprimé – Une forme de sociologie publique ?
par José Soeiro, Portugal **13**

Précaires mais inflexibles
par Dora Fonseca, Portugal **15**

Sociologie sur des sables mouvants
par Maria Luísa Quaresma, Portugal **18**

> SOCIOLOGIE TAÏWANAISE

Le triple tournant de la sociologie taïwanaise
par Hsin-Huang Michael Hsiao, Taïwan **20**

Les difficultés de la sociologie dans un petit pays
par Su-Jen Huang, Taïwan **22**

> LE DÉFI DÉMOCRATIQUE DU CHILI

Questions morales et libertés individuelles au Chili
par Oriana Bernasconi, Chili **24**

Les limites de la politique environnementale au Chili
par Alejandro Pelfini, Chili **25**

Des migrants occupent le centre de Santiago
par Carolina Stefoni, Chili **27**

> LE NATIONAL ET L'INTERNATIONAL

Le défi de l'internationalisation de la sociologie
par Eloísa Martín, Brésil **29**

La sociologie américaine est-elle en déclin ?
par Bronwen Lichtenstein, États-Unis **31**

> CONFÉRENCES

Les Balkans au-delà de la balkanisation
par Svetla Koleva, Bulgarie **33**

Interdisciplinarité
par Clarence M. Batan, Philippines **35**

Sociologie et transformations sociales
par Leslie Lopez, Philippines **37**

Mouvements internationaux, revendications nationales
par Benjamín Tejerina, Espagne **38**

> RUBRIQUES SPÉCIALES

Participation des jeunes à l'ONU
par Jovanni Rodriguez, États-Unis **39**

Reportage photo : Les vrais Bedik
par Eryn Snyder, États-Unis **40**

> La vocation de la sociologie

Un point de vue pragmatique

André Béteille, Université de Delhi (Inde)



André Béteille, photographié récemment à Delhi.

André Béteille est réputé, et à juste titre, pour être « l'homme le plus sage » de l'Inde. Depuis son ouvrage monographique qui fait autorité, *Caste, Class and Power*, dans lequel il intègre la sociologie wébérienne à l'étude anthropologique d'un village, Béteille a traité de l'inégalité sous pratiquement toutes ses dimensions, ainsi que de toute une série de questions de société qui y sont associées. Il a reçu nombre de distinctions et de prix, et présidé l'Indian Council of Social Science Research [Conseil Indien pour la Recherche en Sciences Sociales]. Il a démissionné de la National Knowledge Commission présidée par le Premier ministre, lorsque celle-ci a proposé d'augmenter les quotas établis en fonction de la caste. Il est véritablement le sociologue engagé dans le débat public, aux engagements professionnels marqués, qui a écrit dans tous les grands journaux et a fait entendre sa voix lorsque l'opinion publique ou les politiques publiques se trouvaient en contradiction avec son savoir de sociologue.

Adopter la sociologie comme une vocation exige de considérer la sociologie comme une discipline intellectuelle à part. De même, si l'on souhaite exercer la sociologie comme une vocation et pas seulement comme une carrière, il ne suffira pas de se centrer sur les seuls aspects techniques de la discipline, quoique ceux-ci soient également importants et ne puissent être traités à la légère. La sociologie comme discipline intellectuelle a développé un ensemble – vaste quoique faiblement raccordé – de concepts, de méthodes et de théories, que tout sociologue en activité doit considérer comme des ressources précieuses.

Il faut faire une distinction entre la sociologie et le sens commun qui a une portée limitée et qui fait appel à de

nombreuses hypothèses non vérifiées pour interpréter et expliquer les phénomènes du quotidien. Il ne s'agit pas pour la sociologie d'aller à l'encontre du sens commun mais d'aller au-delà, afin d'aboutir à une vision plus générale et plus approfondie du fonctionnement de la société. L'objet de la sociologie est tel qu'il est nettement plus difficile de l'isoler des hypothèses et jugements du sens commun que dans les cas, par exemple, de la physique des particules ou de la biologie moléculaire. Encore une fois, tandis que les questions d'actualité sont susceptibles d'apporter de l'eau au moulin du sociologue, le sociologue n'a pas la même orientation qu'un journaliste sur les questions d'actualité.

En tant que discipline intellectuelle, la sociologie peut

>>

être considérée en fonction de trois attributs : (a) c'est une science empirique ; (b) c'est une science systématique ; et (c) c'est une science comparative. En tant que science empirique, elle cherche à maintenir une distinction claire entre jugements de valeur et jugements de faits, ou entre les questions relatives à ce qui « devrait être » et ce qui « est ». Certes, l'étude d'une société passe par celle de ses normes et de ses valeurs, mais le sociologue étudie les normes dans un sens descriptif et non prescriptif. Par ailleurs, c'est de manière systématique que le sociologue cherche à étudier les rapports entre les phénomènes sociaux, sans présomption sur le caractère fondamentalement harmonieux ou fondamentalement discordant de ces rapports. Enfin, la sociologie est une science comparative qui cherche à mettre au même niveau d'observation et d'enquête toutes les sociétés humaines, aussi bien la société dont est issu le sociologue que les autres sociétés.

Mon intérêt particulier pour la méthode comparative a fait de moi un fervent défenseur de l'unité de la sociologie et de l'anthropologie sociale. En fait, la plupart des Indiens étudient la société et la culture indiennes, mais le pays est si vaste et sa population si variée que l'on peut y étudier toute la gamme des configurations sociales. En Inde, on a tendance à partir du principe que la sociologie et l'anthropologie sociale ne font qu'un tandis qu'en Occident la tendance a été de séparer l'étude des sociétés « avancées » désignée sous le nom de sociologie, de l'étude des communautés encore non alphabétisées, tribales ou rurales, assignée à l'anthropologie.

C'est également cet intérêt pour la méthode comparative qui m'a rendu sceptique à l'égard de l'opinion, courante en Inde, selon laquelle les Indiens devraient développer leur propre sociologie de l'Inde afin de se libérer des contraintes imposées par un cadre de recherche et d'analyse occidental. Il se peut que le cadre de référence général de la sociologie soit né en Europe et aux États-Unis et reste influencé par des hypothèses issues de ces sociétés, mais il n'y a aucune raison de penser que ce cadre de référence soit rigide et inflexible et ne puisse pas changer. En réalité, il n'a cessé de changer, et j'ai moi-même écrit plusieurs ouvrages généraux sur les inégalités en espérant pour le moins qu'ils soient lus par des étudiants aussi bien en Inde qu'ailleurs.

Au cours d'une longue carrière comme professeur dans un établissement universitaire de premier plan, j'ai été aux prises, comme la plupart de mes collègues en Inde, avec la nécessité d'harmoniser l'enseignement de la « théorie sociologique » avec « la sociologie de l'Inde ». Dans les cours de « théorie », on enseigne aux étudiants Marx, Weber, Durkheim, Parsons, Merton, et ainsi de suite, tandis que dans les cours sur l'Inde, on leur parle de villages, de

castes, de famille patriarcale, ce qui, naturellement, ne les aide pas à établir des liens entre les deux types de cours.

Au cours de ces années d'enseignement à l'université, j'ai développé une approche fondée sur ce que j'appelle « le raisonnement sociologique ». J'explique d'abord ce qui caractérise la sociologie comme discipline intellectuelle, puis j'aborde toute une série de sujets spécifiques. Je commence souvent par la politique et parle de « la politique comme d'un sujet pour la sociologie ». Après tout, toutes sortes de personnes sont intéressées par la politique. Et je pose la question de savoir s'il y a quelque chose de particulier que la sociologie apporte à la compréhension de la politique. On pourrait poser la même question au sujet de la religion. Théologiens et philosophes se sont intéressés de manière approfondie à la religion sur le plan intellectuel, bien avant que la sociologie ne devienne une discipline intellectuelle : la sociologie a-t-elle introduit quelque chose de nouveau dans la compréhension de la religion ? On pourrait poser la même question au sujet de la famille, des relations de parenté et du mariage, ainsi que d'une multitude d'autres sujets.

J'ai employé le concept de raisonnement sociologique pour transmettre les conclusions d'enquêtes et de recherches à un public plus large. Je suis d'avis que le sociologue doit écrire pour ses pairs, mais pas seulement pour eux. Il a également une responsabilité, celle d'instaurer un dialogue avec un public plus large. J'ai donc, en plus des articles publiés dans des revues professionnelles, écrit pour certains des grands quotidiens de la presse indienne, tels que *The Times of India*, *The Hindu* et *The Telegraph*. Mais bien que j'aie eu recours à ces quotidiens de manière ponctuelle, j'ai essayé d'éviter d'écrire comme un journaliste, lequel doit commenter l'actualité au jour le jour, et j'ai plutôt essayé d'interpréter cette actualité d'un point de vue plus large, historique et sociologique.

Je me suis toujours considéré comme un sociologue et non comme un moraliste. En tant que sociologue, je suis surtout intéressé par l'étude comparative des inégalités. Comme chacun sait, les inégalités sont une caractéristique de la société indienne profondément ancrée et omniprésente. Les Indiens cultivés adorent moraliser sur les méfaits des inégalités et les vertus de l'égalité. Mais ce n'est pas en se contentant de les dénoncer publiquement qu'on fera disparaître les inégalités. J'ai consacré beaucoup d'efforts à essayer de comprendre les différentes formes et dimensions des inégalités et les facteurs sociaux qui les modifient, les transforment, les affaiblissent ou les renforcent. Je me suis toujours efforcé de conserver un point de vue pragmatique sur l'égalité et les inégalités, à la différence des conceptions utopistes ou fatalistes qui, au bout du compte, sont les deux revers d'une même médaille. ■

> La vocation de la sociologie : Mettre en évidence la *slow violence*

Jacklyn Cock, Université de Witwatersrand, Johannesburg (Afrique du Sud)



Il n'y a pas plus engagée que **Jackie Cock**. Pionnière de la sociologie sud-africaine, elle a exploré sans relâche et de manière systématique la relation entre violence et inégalités : de *Maids and Madams*, analyse féministe sur le travail des employés de maison devenue un classique, à *Colonels and Cadres*, dans lequel elle interroge le rapport entre le genre et la guerre, en passant par ses révélations sur l'injustice environnementale dans *The War Against Ourselves*. Elle a façonné la sociologie de façon à mettre en évidence les plus grandes injustices de notre époque, en Afrique du Sud et ailleurs.

Jacklyn Cock présidant une table ronde à l'Université de Witwatersrand, en Afrique du Sud.

Les structures sociales et les phénomènes sociaux qui façonnent notre expérience sont souvent cachés ou éclipsés par des idées reçues, de puissants intérêts et des explications officielles. Ce qui est le plus inquiétant, c'est que la violence est généralement considérée comme une action qui est immédiate dans le temps, et explosive dans l'espace. Pourtant, une part importante de la destruction du potentiel humain prend la forme d'une *slow violence* [« violence lente »] qui agit sur la durée. Cette violence-là est insidieuse, ordinaire et relativement invisible. Par *slow violence*, j'entends ce que Rob Nixon qualifiait de « longues agonies » (« *the long dyings* »), une violence qui intervient de façon graduelle et à l'abri des regards, celle d'une destruction différée qui est étalée dans

le temps et dans l'espace, une violence par l'usure qui n'est généralement pas du tout perçue comme de la violence. La pollution de l'environnement et la malnutrition sont deux formes de cette *slow violence*. Ces deux exemples sont relativement invisibles et entraînent de graves dommages qui se manifestent peu à peu au fil du temps.

C'est autour de l'alimentation que de nombreux problèmes convergent – les inégalités, le changement climatique, la mondialisation, la faim dans le monde, la spéculation sur les produits de base, l'urbanisation et la santé. On fait rarement le lien entre alimentation et violence, sauf dans les cas d'émeutes et des mouvements sociaux qui, en 2008, ont eu lieu dans quelque 30 villes dans le

>>

monde pour protester contre la flambée des prix. Pourtant, la malnutrition implique une forme de *slow violence* dans la mesure où ses effets préjudiciables sur le corps humain sont souvent dissimulés et entraînent une érosion des capacités et des potentialités humaines qui se manifeste progressivement au fil du temps. Ceci apparaît de manière criante à travers le milliard d'êtres humains dans le monde qui souffrent de malnutrition ou le fait que, dans l'Afrique du Sud d'aujourd'hui, un enfant de moins de six ans sur quatre présente des signes de retard de croissance (à la fois physique et intellectuelle) dû à une malnutrition chronique.

La notion très générale et descriptive d'« insécurité alimentaire » conduit à ne plus faire la distinction entre faim et malnutrition. Des médias traditionnels, on retient les images de victimes de la sécheresse en Somalie, aux corps squelettiques et aux visages émaciés. Mais l'insécurité alimentaire est nettement plus insaisissable et peut se cacher sous des couches de vêtements ou de graisse. Parmi les populations urbaines pauvres, qui s'alimentent de nourriture bon marché riche en calories mais pauvre en vitamines et en sels minéraux, l'obésité masque souvent la malnutrition. Cela n'est pas évident à voir.

La pollution de l'environnement – particulièrement évidente dans le cas des émissions de carbone responsables du changement climatique – s'aggrave et elle a des effets dévastateurs, en particulier sur les populations pauvres et vulnérables du Sud de l'Afrique. Une part importante de cette dégradation prend la forme d'une *slow violence* qui s'étale dans le temps, car elle est insidieuse et relativement invisible. Même les répercussions considérables (et la reconnaissance officielle) de catastrophes écologiques de grande envergure comme celles de Bhopal et Tchernobyl ont mis du temps à se manifester.

Près de Johannesburg, dans une région connue sous le nom de Steel Valley (la Vallée de l'Acier), la pollution catastrophique produite par une aciérie a été cachée, et son évolution a été lente et progressive. Le degré de pénétration de la *slow violence* générée par la pollution toxique a été considérable puisque cette pollution a imprégné le paysage, se déplaçant lentement à travers l'atmosphère et les eaux souterraines et – dans de nombreux cas – a été ingérée par les animaux et les hommes et somatisée sous forme de déformations génétiques, de cancers et d'insuffisances rénales.

Une part importante de la pollution – que ce soit celle des corps ou des rivières – échappe à notre perception sensorielle immédiate comme à notre compréhension. Ses modes d'action sont invisibles, et leur divulgation dépend d'un phénomène qu'Ulrich Beck qualifie de « reconnaissance sociale », ce qui constitue la tâche de la sociologie, a fortiori quand, comme dans le cas de la Steel Valley, les menaces pour la vie humaine ont été délibérément occultées. La puissante direction de l'aciérie – avec la com-

plicité de bureaucraties nationales incompétentes ou peu regardantes – a systématiquement pratiqué la duplicité et le démenti afin de se soustraire à ses responsabilités vis-à-vis des dommages causés.

Mais ce que la sociologie peut apporter à l'émancipation de l'humanité va au-delà de « la divulgation » pour se situer au niveau de « l'explication ». Les deux exemples de *slow violence* mentionnés ici ont à la fois des causes sociales et des conséquences sociales : dans le cas de la pollution de l'environnement, l'externalisation des coûts environnementaux par une puissante compagnie ; dans le cas de la malnutrition, l'application d'un régime alimentaire orienté plus vers le profit que vers les besoins des personnes.

La notion de *slow violence* n'est pas indépendante des classes sociales. Les pauvres sont ceux qui sont les plus vulnérables face à la *slow violence* que constituent la malnutrition et la pollution de l'environnement. C'est souvent seuls qu'ils se battent, en tant qu'individus atomisés. Mais c'est à C. Wright Mill que nous devons d'avoir mis en évidence la façon dont l'expérience individuelle est déterminée par des phénomènes sociaux plus généraux. L'« imagination sociologique » suppose des sociologues engagés auprès des « hommes ordinaires » (*sic*), dans le monde réel (et qui, me faut-il ajouter, s'intéressent de près aux problèmes essentiels comme l'accès à une alimentation nutritive et à l'eau propre).

Michael Burawoy théorise cet engagement sous deux formes : l'« *extended case method* » (la méthode de cas étendue) et la « sociologie publique ». La première implique un dialogue respectueux, sensible et réflexif entre chercheurs et sujets de recherche. Les sociologues doivent être prêts à prolonger leurs expériences dans la vie de ceux et celles sur lesquels portent leurs recherches. Ils doivent être prêts à passer du temps dans les maisons, dans les mines et les usines, sur des périodes prolongées. C'est ainsi, vus d'en bas, que les phénomènes sociaux peuvent être mis en évidence et analysés avec rigueur. De la même manière, la « sociologie publique organique » « rend visible l'invisible » et travaille au plus près d'« un public visible, dense, actif et qui est souvent un contre-public ». Ceci implique de mettre l'accent sur le travail collectif et de rejeter l'appel de C. Wright Mills à « défendre la primauté du spécialiste ». Au lieu de cela, dans cette époque de néolibéralisme fortement individualisé, les sociologues doivent se montrer solidaires avec les pauvres et les opprimés.

Ce faisant, la sociologie peut renforcer les mouvements sociaux, en suscitant des actions collectives autour de questions comme celles de la « souveraineté alimentaire » ou de la « justice environnementale » – des mouvements animés par un engagement en faveur de la justice sociale, qui s'attaquent au pouvoir des grandes entreprises et réclament des dispositifs sociaux alternatifs, des dispositifs en faveur de l'émancipation de l'humanité. ■

> La sociologie libyenne pendant et après la dictature

Entretien avec Mustapha Attir



Le professeur Mustafa Attir, sociologue libyen qui a survécu au régime de Kadhafi.

Mustapha O. Attir est professeur de sociologie à l'Université de Tripoli, directeur du *Center for Sustainable Development Research*, et ancien Président de l'Association Arabe de Sociologie. Auteur de nombreux livres et articles sur l'influence de la modernisation et du pétrole sur la société libyenne, il est ici interviewé par Sari Hanafi, professeur de sociologie à l'Université américaine de Beyrouth et membre du Comité Exécutif de l'ISA (2010-2014).

SH : Pouvez-vous nous parler de votre parcours universitaire en Libye ?

MA : J'ai obtenu ma licence à l'Université de Libye, en me spécialisant en sociologie. En 1962, j'ai été envoyé par mon université aux États-Unis, où j'ai obtenu un master à l'Université de Pittsburgh puis un doctorat de sociologie à l'Université du Minnesota en 1971. Je suis retourné en Libye, où j'enseigne depuis tout en assumant un certain nombre d'autres fonctions au sein de l'université, dont celle de doyen de la *School of Liberal Arts*, directeur du Centre de Recherche Universitaire, et Président d'Université.

SH : J'ai assisté à un atelier organisé par le Center for Arab Unity Studies. Certains gauchistes et nationalistes ont critiqué l'intervention de l'OTAN en Libye tandis que les participants libyens l'ont unanimement soutenue. Quelle est votre position ?

MA : Le Printemps arabe a commencé en Libye le 17 février 2011. Il a débuté par une manifestation pacifique dans la ville de Benghazi, à l'est de la Libye. Le régime a riposté de manière foudroyante en utilisant toute sorte de matériel militaire. Mais l'usage excessif de la violence à l'encontre de manifestants désarmés n'a pas arrêté la

>>

manifestation de Benghazi, qui s'est répandue dans tout le pays. Peu de villes ou de localités ont été épargnées, et le mouvement a pris la forme d'une révolte populaire. Après un certain temps, le régime est parvenu à assurer son contrôle sur certaines régions du pays, dont la capitale, tandis que tout l'Est et certaines parties à l'Ouest et au Sud sont restés entre les mains des rebelles. Bientôt le pays a été plongé dans ce qui revenait à une guerre civile, même si le matériel militaire des rebelles n'était en aucun cas comparable à la force de frappe des bataillons de sécurité de Kadhafi, qui utilisaient un équipement lourd, y compris des blindés, des moyens aériens et de l'artillerie ainsi que des mercenaires étrangers. Les moyens médiatiques modernes ont permis au reste du monde de constater la brutalité et les dommages que les bataillons de sécurité de Kadhafi ont infligé aux civils. Rapidement le Conseil de Sécurité des Nations Unies a voté une résolution autorisant les États membres à établir et imposer une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye et à prendre « toutes les mesures nécessaires » pour prévenir les attaques contre des civils. Cela a conduit à une intervention de l'OTAN, qui a été limitée à une frappe aérienne et navale, mais les combats au sol ont été laissés à la charge des milices armées des rebelles. Finalement, après 246 jours, la guerre a pris fin. Kadhafi était obstiné et impitoyable, et sans cette intervention militaire internationale, la Libye et le peuple libyen auraient été décimés.

SH : Comment un sociologue comme vous peut produire un savoir sur sa société quand elle est sous la coupe d'une dictature ? Et quel type de savoir pouvez-vous produire ?

MA : Cela n'a pas été une tâche facile d'enseigner la sociologie en Libye, de garder son indépendance, et d'empêcher que le contenu des cours soient entachés d'idéologie. Ayant été formé dans les universités américaines, je me suis beaucoup occupé de recherche empirique et de techniques quantitatives. En sociologie, je me suis principalement intéressé aux questions de modernisation et de changement social. Ce domaine concernait au premier chef tant la société libyenne que le reste du monde arabe. La Libye a une population peu nombreuse, divisée en tribus qui sont étroitement liées l'une à l'autre. Dans la mesure où l'argent ne manquait pas et où j'étais le premier sociologue libyen avec un niveau de doctorat, je n'ai rencontré aucune difficulté pour entrer en contact avec des fonctionnaires de haut rang et obtenir le financement nécessaire pour tous les sujets que je souhaitais étudier. Afin d'éviter d'avoir des problèmes, je me suis maintenu à l'écart de deux sphères : celle de la religion et celle de la politique. Cependant, j'ai réussi à faire des recherches parmi les prisonniers et dans au moins deux cas, l'échantillon était composé de prisonniers qui se trouvaient là en raison de leur affiliation aux Frères Musulmans et à ceux qui furent ensuite connus sous le nom d'Arabes afghans. Bien que le financement provenait des ministères, il n'était

pas nécessaire de mettre en pratique les résultats de la recherche, dans la mesure où le lien entre la recherche et le centre de décision était très vague.

SH : Les universités libyennes ont-elles exclu les intellectuels qui étaient proches de la classe dirigeante au pouvoir sous Kadhafi ?

MA : On pourrait classer les professeurs d'université en Libye en deux grandes catégories : le premier groupe est composé de ceux qui ont reçu leur formation universitaire avant le coup d'État de Kadhafi en 1969 et qui ont obtenu des bourses pour étudier à l'étranger parce qu'ils étaient de brillants étudiants. Presque tous ont fréquenté des universités occidentales (américaines, anglaises, allemandes et françaises). Les membres de ce groupe sont dévoués à leur profession et ont fait de leur mieux pour servir leur discipline et leurs étudiants. Ceux du deuxième groupe sont devenus étudiants lorsque Kadhafi a commencé à parler de son idéologie personnelle, plus tard retranscrite dans son Livre Vert. À cette époque, la Libye ne comptait pas de partis politiques mais certains étudiants s'étaient affiliés à différents courants politiques de la région. Kadhafi décida cependant que tout le monde, et particulièrement les étudiants, devaient adhérer à sa nouvelle idéologie – et ils furent nombreux à le faire. En 1976, il enjoignit aux étudiants qui croyaient en son idéologie de nettoyer les campus universitaires des étudiants qu'il classait comme réactionnaires. Dès le début, des affrontements se sont produits, et de nombreux étudiants ont été blessés ou arrêtés tandis que d'autres ont été contraints de quitter l'université. L'année suivante, il commença à organiser ses partisans en comités révolutionnaires. Leurs membres devaient apprendre ses paroles, suivre son exemple, et accomplir toutes les tâches qu'il leur ordonnait d'exécuter, y compris celle de pendre en public des étudiants sur les campus universitaires.

Suivant les règlements universitaires, seuls les meilleurs étudiants devaient être envoyés à l'étranger pour poursuivre des études supérieures. Mais depuis la fin des années 70, des étudiants qui étaient devenus des leaders des comités révolutionnaires étaient récompensés par des études à l'étranger. La plupart n'avaient pas de spécialité universitaire et de ce fait n'étaient pas qualifiés pour entrer dans de bonnes universités, ce qui fait qu'ils terminaient avec des diplômes de troisième ou quatrième catégorie dans des pays d'Europe de l'Est ou des pays arabes. De retour en Libye, ils ont occupé des postes d'enseignant afin de propager l'idéologie de Kadhafi parmi les étudiants et la population en général. C'est ainsi que, lorsque les universités libyennes ont ouvert à nouveau leurs portes après la guerre, certains de ces enseignants sont partis de leur propre chef, d'autres ont été contraints de partir, mais certains autres se sont débrouillés pour conserver leur poste d'enseignant grâce à leurs liens avec des personnalités haut placées dans le nouveau régime. Les rela-

tions familiales ou tribales peuvent souvent court-circuiter les lois et les règlements. Cela a toujours été le cas, et continue et va continuer de l'être encore longtemps.

SH : Les intellectuels ont-ils joué un rôle dans la révolution libyenne ?

MA : Ce qui s'est passé en Libye, ainsi que dans d'autres pays arabes, c'est un soulèvement qui peut se transformer en révolution ou non. Les intellectuels ont été pris par surprise. Au début, c'était un mouvement issu des jeunes qui se servaient des technologies modernes d'information. Ceci dit, la date du 17 février avait été programmée avant le soulèvement en Tunisie. Elle était en rapport avec un massacre qui avait eu lieu ce jour-là en 2006. Avant 2011, des individus avaient manifesté mais leur nombre n'était pas assez important et ils ont été dispersés facilement par les forces de sécurité. Pendant la préparation du mouvement de protestation de 2011, des jeunes ont échangé et discuté d'idées et de stratégies par l'intermédiaire de Facebook. Le régime était au courant de ces activités et était préparé à faire face à tout type de révolte. Ce qui est arrivé en Tunisie puis en Égypte a encouragé les gens à participer en plus grand nombre au soulèvement en Libye. Même si tout a commencé à Benghazi, des individus à Tripoli et dans d'autres localités se préparaient également à prendre part aux événements. La brutalité excessive avec laquelle le régime a réagi à une marche pacifique a déclenché des réactions en chaîne dans tout le pays. Comme le soulèvement s'est poursuivi, des gens plus âgés issus de toutes les couches de la société, y compris des intellectuels, se sont joints aux manifestants. Le régime ayant survécu à tant de tentatives de coups d'État militaires manquées ainsi qu'à toute sorte de pressions internationales, de nombreux intellectuels libyens ont commencé à se faire à l'idée que la seule évolution de la situation politique possible devait venir du régime lui-même.

SH : En tant que sociologue, comment voyez-vous l'avenir de la Libye ?

MA : Les slogans qui ont surgi au cours du soulèvement tournaient autour de la nécessité de se débarrasser de Kadhafi, de changer le régime, et d'établir un système politique démocratique. Il ne faut pas oublier que seuls 12% de la population libyenne actuelle ne sont pas nés et n'ont

pas été élevés sous le règne de Kadhafi. Cela signifie que presque tous les Libyens qui sont en activité aujourd'hui ont été élevés dans l'idée que leur système politique était le meilleur du monde, et que leur démocratie sans partis politiques ni élections ni représentants, était la seule véritable démocratie. Tous les moyens médiatiques étaient détenus par l'État et orientés en vue de propager les idées de Kadhafi. Le but était que tous les Libyens soutiennent en bloc la même ligne de pensée unique. Les rebelles libyens ont réussi à changer le système et à se débarrasser de Kadhafi, mais je ne pense pas qu'ils puissent établir la démocratie. Le gouvernement par intérim, avec des centaines de journaux, des dizaines de chaînes de télévision, et d'innombrables partis politiques, a tenu une élection régulière, mais les rebelles n'ont pas déposé les armes. En conséquence, il y a plus d'un millier de groupes armés, chacun opérant de façon indépendante. Ils s'investissent dans toutes les actions que leurs leaders décident : surveiller les quartiers et mettre en place de postes de contrôle, mais aussi procéder à des arrestations, ou même des interrogatoires, et envoyer des gens dans des prisons privées. De plus, le pays compte un certain nombre de groupes religieux extrémistes qui cherchent à imposer aux autres leur propre interprétation de la religion. Tant que ces types de groupes opèreront en marge de la loi, l'établissement de la démocratie restera un vœu pieux.

SH : Quelle est la mission de la sociologie dans la Libye post-révolutionnaire ?

MA : Il est devenu possible aujourd'hui de mener des recherches sur des sujets qui étaient devenus tabous sous Kadhafi. Il y a des tas de données empiriques qui pourraient être à nouveau analysées afin de développer de nouveaux modèles théoriques, en intégrant des variables liées à la nature du système politique qui a duré 42 ans. Dans le même temps, le Printemps arabe a introduit de nouveaux domaines et directions de recherche, en prenant en compte des éléments qui vont façonner l'avenir de la société libyenne : des moyens médiatiques perfectionnés, de nouveaux acteurs politiques, les puissances internationales, les groupes islamistes, et les expatriés. Le rôle de la sociologie est de montrer comment toutes ces composantes différentes et contradictoires vont façonner la scène libyenne. Je ne doute pas que les sociologues libyens vont avoir fort à faire pour un certain temps encore. ■

> Crise politique au sein des universités israéliennes

Feras Hammami, Royal Institute of Technology (KTH), Stockholm (Suède)



L'État d'Israël surveille l'enseignement et les programmes dans ses propres universités.

en public, de perdre son emploi, d'être emprisonné voire tué, le personnel universitaire délimite les informations susceptibles de provoquer la réaction des autorités. Ariella Azoulay, professeure à l'Université Bar-Ilan, s'est vue refuser sa titularisation en raison de ses liens politiques. Lorsque Neve Gordon, professeur à la BGU, s'est prononcé en faveur du boycott des universités israéliennes en 2009, le groupe extra-parlementaire Im Tirtzu a exhorté l'université à démettre le professeur de ses fonctions et à « mettre un terme aux orientations antisionistes ». (*Haaretz*, 30/09/12). Le ministre de l'Éducation Gideon Saar a également critiqué le Département de sciences politiques de la BGU pour ses tendances « post-sionistes ». Le Professeur Ilan Pappé, qui soutient le boycott des universités israéliennes, a lui-même été boycotté à l'Université de Haïfa. Après avoir reçu plusieurs menaces de mort et avoir été condamné par la Knesset, il est parti travailler en 2008 à l'Université d'Exeter.

Nizar Hassan, réalisateur de plusieurs films primés, a été condamné par le Comité d'Éducation de la Knesset pour avoir critiqué un étudiant juif du Sapir College, dans le Néguev, qui était entré en classe en tenue militaire (Cook, 2008). Un enseignant juif du même établissement qui avait demandé à une Bédouine de retirer son voile pour entrer en classe n'a pas reçu semblable réprobation. Depuis le début de la seconde Intifada en 2000, la police et les services secrets israéliens ont multiplié les arrestations et interrogatoires d'étudiants israélo-palestiniens dans les universités israéliennes. L'affiliation de Yusef, étudiant à la BGU, à un Comité d'étudiants arabes basé sur le campus de l'université, lui a coûté la vie (Gordon, 2006 : 194-5).

Des membres du personnel de plusieurs universités israéliennes ont récemment signé une pétition pour protester contre la proposition du Sous-Comité pour l'Évaluation de la Qualité du Comité d'études supérieures de suspendre l'inscription des étudiants au Département de sciences politiques de l'Université Ben Gourion [BGU] pour l'année universitaire 2013-14. C'est Gilad Haran, professeur à l'Institut Weizmann des Sciences, qui a été à l'initiative de cette pétition, au motif que « les libertés universitaires dans l'enseignement supérieur israélien sont gravement menacées ». Si la pétition a été signée au mois de septembre dernier, l'État d'Israël n'a jamais cessé depuis sa constitution en tant qu'État juif en 1948 de contrôler la liberté d'expression dans ses universités publiques. Pour les Palestiniens, cette date de 1948 représente également la *Nakba* (« Catastrophe »), la perte de la Palestine historique, les nettoyages ethniques, les déplacements de popu-

lation, la mort de proches et d'amis, la perte de leurs biens, et les massacres perpétrés par les militants sionistes (et plus tard par l'État d'Israël) avant et après 1948. Au moins 27 universités ont constamment soutenu la politique d'apartheid d'Israël en participant directement à des activités à la fois politiques et militaires (Hever, 2009).

> L'étouffement des dissidences politiques dans les universités israéliennes

Le gouvernement de droite de Benyamin Netanyahu a ratifié une série de mesures de répression visant à dissuader les critiques internes provenant de groupes de défense des droits de l'homme, des médias et du pouvoir judiciaire (Cook, 2012 : 22). Des Juifs, étudiants et membres du personnel enseignant et administratif, font la police dans le milieu universitaire, jouant les gendarmes chargés de surveiller les cours donnés par des professeurs « dissidents ». Pour éviter d'être diffamé

> Le soutien à l'occupation militaire

Les universités israéliennes contribuent à la recherche et à l'entraînement militaires par le biais d'une étroite collaboration avec les fabricants d'armes Elbit et RAFAEL. Ces entreprises sont surtout connues pour être les fournisseurs du système de surveillance du « mur de l'apartheid » israélien – un mur de séparation en béton de 760 kilomètres de long qui empiète sur la Cisjordanie occupée, permettant à Israël d'annexer de nouvelles terres palestiniennes. Elbit apporte son soutien financier à l'Institut Technion pour promouvoir des systèmes d'armes robotisés tels que les drones aériens ou la technologie des véhicules de combat automatisés qui ont été employés dans l'attaque israélienne sur Gaza en 2008-2009. Le Technion avait également apporté une aide spécifique aux étudiants qui avaient combattu lors de cette attaque. Selon Hever (2009), le responsable de la division El-Op de Elbit, Haim Russo, a été nommé au conseil d'administration du Technion, et le PDG de Elbit Systems s'est vu attribuer un titre de docteur *honoris causa* par ce même institut universitaire.

Plusieurs universités israéliennes sont construites sur les ruines de villes et de villages palestiniens qui avaient été détruits en 1948 et 1967. L'Université de Tel-Aviv n'a jamais reconnu avoir été édiflée sur les ruines du village palestinien de Sheikh Muwanis, dont les habitants ont été déplacés et condamnés à l'exil. D'autres universités, comme le Centre universitaire d'Ariel en Samarie, ont été construites en Cisjordanie sur des zones d'implantation illégales du point de vue du droit international. Bien que l'Université d'Ariel et son personnel aient été boycottés à la fois en Israël et à l'étranger, le ministre de l'Éducation israélien a salué la décision d'accorder à cette institution le statut d'université à part entière.

Ces exemples montrent bien que la fermeture du Département de sciences politiques de la BGU n'est

pas exempte de motivation politique. Comme l'a fait observer la professeure Rivka Carmi, présidente de la BGU, dans sa lettre aux présidents des universités et centres de recherche israéliens, « les menaces internes et externes contre les établissements universitaires israéliens sont nombreuses [...] Il ne s'agit pas d'une bataille particulière de l'Université Ben Gourion mais d'une lutte commune à tous les établissements d'enseignement supérieur israéliens [...] La ratification par le Comité d'études supérieures de la décision en cours est de mauvais augure pour l'indépendance des universitaires israéliens. » Tanya Reinhart, professeure à l'Université de Tel-Aviv, déclare que « jamais aucun conseil d'administration d'université israélienne n'avait jusqu'à présent adopté une résolution pour protester contre la fermeture fréquente d'universités palestiniennes. [...] dans des situations extrêmes de violation des droits de l'homme et des principes moraux, les milieux universitaires refusent d'émettre des critiques et [...] collaborent avec le système d'oppression » (Reinhart, 2004). Ceci vaut également pour les soutiens d'Israël à l'étranger ; pas un seul des 450 présidents d'universités américaines qui avaient dénoncé l'appel au boycott n'a protesté contre la destruction de l'Université Islamique de Gaza (Gordon et Halper, 2008).

En réaction à la violation des droits de l'homme au sein et en dehors des universités israéliennes, des universitaires du monde entier sensibilisés au problème ont réclamé que leurs universités traduisent dans les faits les principes éthiques inscrits dans leurs statuts. Le Comité Britannique pour les Universités de Palestine, le groupe d'action pour le boycott d'Israël à l'Institut Royal de Technologie de Stockholm, l'association du personnel de l'Université McGill et l'association des étudiants de Berkeley ont notamment réclamé que leurs universités rompent leurs relations avec les universités qui sont complices de la politique d'apartheid israélienne. L'Université de Johannesburg a été

la première à cesser sa coopération avec l'Université Ben Gourion. Au niveau européen, 260 universitaires originaires de 20 pays différents ont exhorté la Commission européenne à exclure des programmes européens les entreprises israéliennes impliquées dans la violation des droits de l'homme en Palestine.

On considère souvent que la campagne de boycott est contraire au libre dialogue et à l'objectif de liberté en milieu universitaire. Cependant, les 70 dernières années de dialogue avec les autorités israéliennes n'ont pas plus contribué à promouvoir le processus de « paix » qu'elles n'ont obligé Israël à respecter les résolutions de l'ONU ou le droit international. Des exemples tirés de l'expérience sud-africaine sous le régime de l'apartheid montrent que les appels internationaux en faveur des libertés au sein de l'université peuvent se révéler efficaces. Des appels de ce type peuvent contribuer à rendre publique la politique d'apartheid de l'État israélien, à dénoncer le système de surveillance visant à contrôler la liberté d'expression dans les universités et à éviter aux universités israéliennes de sombrer dans la crise politique, et de fait éthique, qu'elles traversent actuellement. ■

Références

- Cook, J. (2012) "The full story behind the war against free speech in Israel's universities." *The Electronic Intifada*. Consulté le 27/10/2012 sur <http://electronicintifada.net/content/full-story-behind-war-against-free-speech-israels-universities/11783>
- Cook, J. (2008) "Academic Freedom? Not for Arabs in Israel." *CounterPunch*. Consulté le 11/08/2012 sur <http://www.counterpunch.org/.../academic-freedom-not-for-arabs-in-israel/>
- Ezeiq, A. (2012) "Epilogue." *Omrim Yeshna Eretz – Hekayat Balad (Once upon a Land) / A Tour Guide*. Sedek. Zochrot: Tel-Aviv.
- Gordon, N. et Halper, J. (2008) "Where's the academic outrage over the bombing of a university in Gaza?" *CounterPunch* consulté sur <http://www.counterpunch.org/2008/12/31/where-s-the-academic-outrage-over-the-bombing-of-a-university-in-gaza/>
- Hever, S. (2009) "The Economy of the Occupation – A Socioeconomic Bulletin." Jerusalem: The Alternative Information Center. Consulté le 05/02/2012 sur http://usacbi.files.wordpress.com/2009/11/economy_of_the_occupation_23-24.pdf
- Reinhart, T. (2004) "Academic Boycott: In Support of Paris VI." *The Electronic Intifada*.

> Le Théâtre de l'opprimé

Une forme de sociologie publique ?

José Soeiro, Université de Coimbra (Portugal)



Dans le cadre du projet Estudantes por Empréstimo, un théâtre-forum a été organisé en mai 2010 dans une salle du Parlement portugais. Environ 200 étudiants sont venus de tout le pays pour imaginer des solutions – législatives et autres – à leurs problèmes, sous le regard circonspect du roi Louis du Portugal. Photo de Carla Luís.

C'est au beau milieu du Congrès de l'Association portugaise de sociologie organisé à Porto en juin 2012 que nous avons monté une pièce de « théâtre-forum » intitulée *Estudantes por Empréstimo* (« Étudiants pour un prêt », par opposition aux « Prêts pour étudiants », <http://estudantesporemprestimo.wordpress.com/>). La pièce raconte l'histoire bien réelle d'une étudiante qui, faute de bourse d'études, a été obligée de contracter un prêt bancaire afin de pouvoir poursuivre ses études. Il s'agit d'une initiative du Théâtre de l'Opprimé qui a commencé il y a plus de deux ans, et la pièce, à laquelle des milliers d'élèves et étudiants ont participé, a été représentée dans des dizaines d'écoles et d'universités à travers tout le Portugal. Elle est à l'origine de projets de loi et de pétitions, et a inspiré des débats et actions directes. En illustrant les coûts des études, la pièce met en scène l'accès inégal aux études supérieures, la réduction des dépenses publiques et la généralisation des prêts bancaires aux étudiants, qui font dépendre leur avenir du système financier.

Après avoir regardé, reconnu, identifié et ri, le public est incité à analyser ce qui s'est passé durant la représentation, ce que l'histoire exprime, et à identifier la racine du problème. Le public est alors invité et encouragé par l'animateur, connu comme le « joker », à entrer en scène et à énumérer des solutions possibles au problème posé dans la pièce : auraient-ils pu agir autrement dans cette situation ? Un certain nombre de personnes acceptent de se prêter au jeu et c'est alors que le forum se déploie.

> Le Théâtre de l'Opprimé à la rencontre de la sociologie

Le théâtre-forum est la forme la plus courante du Théâtre de l'Opprimé (TO), une méthode politico-théâtrale inventée par le Brésilien Augusto Boal, et utilisée dans de nombreux pays comme composante d'un travail social, politique et éducatif. Au Portugal, plusieurs associations locales l'ont adoptée pour engager une réflexion sur leurs difficultés et énumérer les changements qu'elles souhaiteraient accomplir. Cette méthode part d'une hypothèse de démocratie radicale : le théâtre est « la possibilité qu'ont les êtres humains – et pas les animaux – de s'observer en action » et c'est pour cette raison que « tout le monde peut faire du théâtre, même les acteurs ! »¹. Le théâtre nous permet de représenter la réalité dans une autre dimension – la dimension esthétique – et par conséquent de faire de nous des agents, décidant de la réalité que nous créons. En même temps, nous accédons au privilège d'être spectateurs.

Dans le TO, des *spect-acteurs* – une expression créée par Boal pour désigner un participant à la fois comme acteur et spectateur – sont invités à abattre le mur qui sépare la scène du public, ceux qui observent (les spectateurs) et ceux qui ont le monopole de l'action (les acteurs). Cette division conventionnelle du travail, qui confère à un petit nombre le monopole de la pensée, de l'action ou de l'expression de la légitimité, est remise en question, au sein du théâtre et par delà le théâtre. Personne n'est confiné à son rôle social : la capacité à jouer d'autres rôles est la preuve qu'une émancipation est possible.

>>

Est-ce par accident que ce théâtre-forum a été intégré à un congrès de sociologie ? Ou, au contraire, est-il en réalité une forme de débat et d'intervention sociologiques ? Quelle relation y a-t-il entre le TO et la sociologie publique ? Que peuvent-ils apprendre l'un de l'autre, et à quelles difficultés s'expose un tel dialogue ?

Le métier de la sociologie et celui du théâtre constituent tous deux, d'une certaine manière, une production symbolique de la réalité et l'élaboration de catégories de représentation et de compréhension. Dans les deux cas, ils le font en opposition avec les autres acteurs – les autres disciplines, les responsables politiques, les autres médias – qui proposent des modes concurrents de représentation du monde social. Une pièce de théâtre-forum est un compte rendu de la réalité, un point de vue sur celle-ci. Le théâtre-forum présente habituellement les différentes scènes de l'histoire comme des structures qui interagissent. L'un de ses défis dramaturgiques consiste à trouver la manière de mettre en évidence les éléments structurels qui sont présents dans ce que Erving Goffman appelait « l'ordre de l'interaction ». C'est ici que la sociologie peut être utile.

La sociologie a développé un ensemble important d'instruments pour représenter, à travers des concepts, les éléments qui ne sont pas immédiatement identifiables dans chaque situation concrète, parce qu'ils la dépassent. Ils sont assurément utiles pour rendre visibles, sur les scènes de théâtre, les propriétés systémiques présentes dans les situations sociales, les structures qui sont si souvent invisibles. À un autre niveau, la sociologie a étudié en profondeur la façon dont les relations sociales sont somatisées à travers des pratiques et des façons d'être, et comment les rôles sont l'un des moyens par lesquels le monde social est représenté. La sociologie est à même de mettre le théâtre à contribution pour prendre en compte la façon dont les rôles, les identités, les formes d'action, l'*hexis* corporelle sont structurés par des relations sociales de pouvoir. Enfin et surtout, la sociologie sert à étudier des histoires et des récits individuels non pas dans leur irréductible singularité mais pour les relations qu'ils expriment. Ce qu'on appelle « ascèse » dans le TO – le processus par lequel on pluralise des récits individuels et on passe « du phénomène à la loi » – constitue une opération de base du raisonnement sociologique.

> **Un outil ou un défi pour la sociologie publique ?**

Le TO peut également être un puissant outil pour la sociologie publique. En tant que langage humain plus complet, le théâtre peut apporter à chaque débat la complexité du contexte, des mécanismes d'interaction, la manière dont le social est incorporé dans le corps et dans l'espace. D'une manière immédiate, il relie le débat à l'expérience, à ce que Pierre Bourdieu appelait le « sens pratique », évitant un code abstrait souvent perçu (et utilisé) comme un moyen de dépo-

session, en particulier par ceux qui n'appartiennent pas au domaine de la sociologie. C'est parce que le théâtre-forum se situe dans l'espace intermédiaire entre ce qui existe et ce qui n'existe pas encore (et qui peut être joué par des *spect-acteurs*) qu'il nous invite à réfléchir de manière critique sur la réalité sociale, comme une possibilité parmi d'autres. Dans le TO, les opprimés nourrissent en leur sein à la fois une soumission et une rébellion ; chaque corps est à la fois le lieu d'une domination et d'une libération ; chaque répétition est à la fois un acte de reproduction et la possibilité d'une déviation.

Enfin, le TO est interactif. Il peut être à la fois « instructif et divertissant », pour utiliser l'expression de Brecht, et permettre à la sociologie publique de toucher des publics beaucoup moins restreints. Pour un public qui n'est pas naturellement attiré par un débat sociologique ou politique, une invitation à assister à une pièce de théâtre peut apparaître comme quelque chose de plus excitant que d'assister à un débat ou à un cours conventionnels. C'est du moins l'expérience que nous avons connue avec le projet de *Estudiantes por Empréstimo* : les gens ont été beaucoup plus nombreux à répondre à l'appel que lors de précédentes tentatives pour promouvoir les traditionnelles « séances d'information » sur les bourses d'études ou sur la situation dans l'enseignement supérieur. Le théâtre n'était pas ornemental ou illustratif, mais il séduisait une jeunesse que d'autres formes de débats n'attiraient pas autant.

Bien entendu, tout n'est pas si simple dès lors que l'on aborde le Théâtre de l'Opprimé comme un moyen possible de faire de la sociologie publique. La dés-spécialisation est à la base même du TO. Est-ce compatible avec la sociologie, même lorsqu'on la considère comme « un savoir communicatif échangé entre les sociologues et leurs publics », ainsi qu'elle est décrite par M. Burawoy ? Si la sociologie publique aspire à être plus qu'un simple moyen de divulguer, dans l'espace public, les résultats significatifs de la « sociologie académique » (*professional sociology*) et les problèmes complexes posés par la « sociologie critique », comment devrait-elle aborder ce que Jacques Rancière appelle le « scandale permanent » de la démocratie, qui considère l'égalité non comme un but mais comme un présupposé ? En d'autres termes, comment la sociologie publique peut-elle invoquer la différence de statut entre la pensée du sociologue et le sens commun et, en même temps, accepter la prémisse démocratique (très présente dans le TO) selon laquelle nous avons tous le même droit et la même légitimité pour parler du monde social ? La sociologie publique est-elle à même de rejeter l'idée du sociologue qui éclaire les dominés par le biais de la science et de prendre plutôt le risque d'une construction collective et négociée du savoir dans l'espace public, avec l'objectif de devenir elle-même un nouveau sens commun, tel que l'a proposé Boaventura de Sousa Santos ? Et cela peut-il se faire sans renoncer aux protocoles scientifiques et aux exigences de la discipline sociologique ? C'est quelque chose qu'il nous faudrait pour le moins tenter. ■

¹ Boal, A. (2002) *Games for Actors and Non-Actors*. London: Routledge.

> Précaires mais inflexibles

Essor d'un nouveau mouvement social au Portugal

Dora Fonseca, Université de Coimbra (Portugal)



Protestations du prolétariat inflexible. Sur la banderole, on peut lire « Seule la lutte pourra vaincre la précarité, l'austérité n'est pas une solution ».

L'aggravation de la crise dans la zone euro a suscité de nombreuses réactions à la fois de la part des gouvernements et de la société civile. La société civile a de son côté fait preuve d'une capacité

étonnante à générer de nouveaux acteurs collectifs dont les actions sont axées sur les conséquences négatives de la mondialisation et des politiques néo-libérales. On a assisté ces dernières années à une série de contestations où la démo-

>>

cratie en tant que telle est remise en question, attirant l'attention sur des questions qui lui sont étroitement liées, en particulier la précarité au travail. Le démantèlement de l'État providence et la redéfinition de ses objectifs sont devenus des sujets de préoccupation communs, qui favorisent l'émergence de nouveaux acteurs collectifs et la transformation des acteurs collectifs existants.

> Les « Précaires Inflexibles »

Les « Précaires Inflexibles » – ou en portugais « *Precários Inflexíveis* » (PI) – sont l'un de ces nouveaux acteurs sociaux. Le mouvement est d'abord apparu dans la capitale, à Lisbonne, en 2007, avec l'objectif de poursuivre le travail de mobilisation engagé avec succès à l'occasion de la marche du 1^{er} mai. La création du collectif des « Précaires Inflexibles » était une manière de combler un vide dans les mouvements sociaux, à savoir l'absence de débat et le peu d'attention portée à la précarité du travail et à ses répercussions sociales. PI est issu d'un petit collectif appelé *Ferve* qui se battait contre le recours abusif au statut de « travailleur indépendant ». *Ferve* est l'acronyme de *fartos d'estes recibos verdes*, ce que l'on pourrait traduire par « marre de ces récépissés verts », les récépissés verts faisant référence au statut de « travailleur indépendant » appliqué aux travailleurs qui officiellement n'ont pas de relation de subordination avec un employeur. Sur le plan légal, ces travailleurs sont leur propre patron et c'est donc à eux qu'incombe la responsabilité de payer pour leur sécurité sociale et leurs autres avantages sociaux, mais, dans la réalité, il s'agit de salariés subordonnés à leur employeur qui n'ont pas accès aux prestations sociales auxquelles ils devraient avoir droit. PI s'est situé dans le prolongement de *Ferve* en ne s'intéressant pas seulement aux « récépissés verts » mais à différentes formes de précarité au travail.

La création et le développement

de PI suivent ce que Sidney Tarrow a défini comme étant les principaux processus des mouvements sociaux : premièrement, établir des enjeux collectifs ; deuxièmement, s'appuyer sur les réseaux sociaux, des objectifs en commun et des infrastructures culturelles ; et troisièmement, développer la solidarité par le biais de structures connectives et d'identités collectives, afin de soutenir l'action collective. L'organisation d'une revendication commune s'est ici expressément manifestée par une condamnation de la précarité au travail et par une opposition aux tentatives actuelles de présenter les relations contractuelles précaires comme une source de liberté et de moindre rigidité et, par conséquent, comme plus adaptées aux projets de vie et aux carrières professionnelles individualistes. PI s'inscrit dans la lignée d'organisations autonomes, qui se distingue nettement de celle des partis politiques et syndicats traditionnels.

PI présente ces mêmes caractéristiques que l'on attribue généralement aux nouveaux mouvements sociaux : une solide démocratie interne ; une direction éclatée ; de la flexibilité ; un caractère non institutionnalisé très marqué ; des intérêts hétérogènes ; un recours intensif aux outils du cyberactivisme ; de la créativité et de l'innovation dans les actions publiques ; une structure en réseau, segmentée et multidimensionnelle ; un intérêt limité pour la négociation avec leurs adversaires ; la solidarité conçue comme un objectif ; et la recherche de la participation et de l'action directe. Dans le cas de PI, un élément a dès le départ joué un rôle central, à savoir le recours intensif aux outils du cyberactivisme. Le blog <http://www.precariosinflexiveis.org/> a été la première manifestation publique de l'existence de PI. Il a été mis en ligne juste après la création du collectif, et le premier document diffusé a été le « Manifeste des Précaires », dans lequel les activistes

se définissent eux-mêmes comme « précaires au travail et dans la vie ». Ils y dénonçaient leur précarité, qui se répand dans de nombreux secteurs de l'économie (en particulier le secteur public administré par l'État), ainsi que leur « invisibilité » dans le débat politique. Ils annonçaient leur intention de « réinventer la lutte », suggérant par là que les méthodes traditionnelles – celles employées par les syndicats – ne sont plus adaptées à la société post-moderne. Ils assurent être « précaires mais inflexibles », montrant ainsi leur détermination à s'opposer aux tendances lourdes de la précarisation et de la prolétarianisation.

Les premières actions visaient principalement à faire connaître et à condamner des situations injustes et illégales impliquant des travailleurs précaires qui, par définition, bénéficient de moindres prestations sociales en raison de leurs contrats de travail plus flexibles. Il leur est difficile de s'impliquer dans des organisations collectives de travailleurs traditionnelles comme les syndicats. Il ne s'agit pas seulement de l'incapacité des syndicats à prendre en compte les nouvelles modalités du travail, mais aussi le préjugé croissant et la défiance du mouvement à l'égard des organisations officielles et des politiques institutionnelles.

L'un des principaux objectifs est la construction d'une nouvelle identité : celle du « travailleur précaire ». C'est une condition nécessaire à une mobilisation efficace contre la déréglementation des relations de travail. Tout au long de son existence, l'objectif central de PI a par conséquent été de favoriser la sensibilisation et la prise de conscience de ceux qui, dans leur travail, ont moins de droits ou même aucun droit. En faisant ressortir de nouvelles implications liées aux effets destructeurs de la précarité au travail, PI (en alliance avec d'autres acteurs collectifs nationaux et internationaux similaires) a

>>

ouvert un nouveau champ de débat et de contestation. Le mouvement a d'abord lancé un certain nombre d'actions assez marquantes, mais qui ont désormais évolué vers des niveaux plus élevés d'instrumentalisation et d'institutionnalisation de sorte que PI est maintenant une *association* en bonne et due forme.

> La loi d'airain de l'oligarchie ?

Actuellement, les « précaires inflexibles » traversent une nouvelle phase de leur « cycle de vie ». En tant qu'association à l'échelle nationale, PI est désormais en voie d'institutionnalisation et de légalisation. Ce passage d'une organisation informelle à une organisation plus institutionnalisée est considérée comme une étape logique et une condition *sine qua non* pour que soit reconnue sa légitimité en tant qu'organisation dotée de pouvoirs représentatifs. Forte de son statut d'organisation légale, PI évolue sur la scène électorale en espérant parler au nom de ses partisans

dans le cadre d'un dialogue institutionnalisé avec d'autres organisations et pouvoirs officiels.

Malgré les nouvelles possibilités qu'offre une association officielle, d'aucuns craignent que la *loi d'airain de l'oligarchie* prenne effet et compromette son caractère révolutionnaire au moment où PI se préoccupe plus de conserver sa structure intacte que de poursuivre ses objectifs initiaux. Le passage d'un mouvement de protestation spontanée à une organisation a entraîné l'émergence d'une structure bureaucratique qui transforme les objectifs de PI et érousse son élan antagonique de départ. Cependant, selon certains auteurs, comme Alberto Melucci, la bureaucratisation n'est pas une issue inévitable et irréversible, et surtout elle ne s'accompagne pas nécessairement de la modification des objectifs radicaux de l'organisation. Nous prendrons la mesure de ces possibilités alternatives dans les prochains mois, avec l'ouverture de la « saison politique ». De

nouveaux plans d'austérité pour les pays de la zone euro sont attendus, ainsi que les réactions correspondantes des mouvements politiques radicaux qui rejettent le *statu quo*. Ce n'est qu'alors que nous verrons les effets concrets de l'institutionnalisation grandissante de cette organisation remarquable.

Pour l'heure, les « précaires inflexibles » ont réussi à contenir les tendances oligarchiques, comme en témoignent le rôle qu'a joué PI dans les mobilisations du 15 septembre 2012 (où des centaines de milliers de personnes, répondant à l'appel de réseaux informels, sont descendues dans les rues pour protester contre les politiques d'austérité) ou dans les manifestations du 31 octobre 2012 contre l'approbation du budget 2013 de l'État (organisées conjointement avec le CGTP – la principale confédération syndicale portugaise), ou même les efforts de mobilisation déployés pour la grève générale convoquée par les syndicats, qui a eu lieu le 14 novembre 2012. ■

> Sociologie sur des sables mouvants

Compte rendu du VII^e Congrès Portugais de Sociologie

Maria Luísa Quaresma, Université de Porto (Portugal)



Le VII^e Congrès Portugais de Sociologie, organisé par l'Association Portugaise de Sociologie (APS), s'est tenu du 19 au 22 juin 2012 à la Faculté de Lettres de l'Université de Porto. Fondée en 1985, l'APS œuvre pour le développement, la reconnaissance et

la diffusion d'une sociologie portugaise que la dictature considérait comme une « science inconvenante ». La fin de la dictature en 1974 et la nouvelle ère démocratique ont dynamisé l'APS récemment créée. Depuis la fin des années 80, nous avons organisé un congrès national tous les quatre ans,

D'enthousiastes représentants de la nouvelle génération lors du Congrès de l'Association Portugaise de Sociologie à Porto (19-22 juin 2012).

>>

permettant de rassembler la communauté des sociologues portugais mais aussi d'ouvrir les portes à l'apport scientifique de chercheurs étrangers.

Le thème du congrès – « Société, Crises et Reconfigurations » – était d'autant plus approprié en cette période où les troubles économiques et sociaux ont eu pour conséquence que la prédictibilité a cédé le pas à l'incertitude, la sécurité a cédé le pas à l'insécurité, et l'espoir a cédé le pas à la peur. Le programme, composé de modules et de sujets très variés, a attiré plus d'un millier de sociologues – dont 669 intervenants – issus de différents établissements d'enseignement supérieur. Bien que 72% d'entre eux provenaient d'établissements portugais, il est à noter que le congrès a rassemblé un pourcentage important (19%) de sociologues étrangers, en particulier brésiliens.

La réunion de précongrès s'est tenue le 19 juin, avec comme événement marquant une initiative novatrice qui s'adressait aux jeunes sociologues. L'idée était d'organiser le débat sur des questions qui intéressent ceux qui s'engagent aujourd'hui en tant que professionnels dans le domaine de la sociologie – leur intégration sur le marché du travail ou les possibilités de carrière dans la recherche sociologique. Le premier sujet du programme, auquel ont assisté 180 jeunes sociologues, a été organisé

compte tenu de la présence du Président de l'ISA, Michael Burawoy. À l'opposé du modèle conventionnel de conférences – si souvent hiérarchique et distant –, la session « Conversation avec Michael Burawoy » a été initiée plusieurs mois plus tôt, lorsque de jeunes sociologues ont rassemblé des questions qu'ils souhaitaient le voir aborder. M. Burawoy y a répondu en développant une réflexion sur la démocratisation du savoir scientifique, sur le monopole de la légitimité scientifique détenu par de grands centres universitaires, sur les possibilités d'une intervention sociologique dans la sphère publique dans un contexte de crise économique et sociale, et sur d'autres sujets encore.

Durant les trois autres jours de congrès, un programme scientifique éclectique, inspiré des sessions plénières organisées sur les thèmes de « Société et Politique », « Société, Démocratie et Valeurs » et « Crises et Perspectives politiques », a associé des personnalités publiques de premier plan et d'éminents sociologues portugais à un dialogue créatif avec le public. Ces panels ont débattu sur des sujets dépassant les frontières entre les disciplines, posant ainsi les bases pour que des ponts soient jetés entre production scientifique et action sociale et politique. Des spécialistes portugais et étrangers ont traité des conséquences pour le Sud de l'Europe des politiques appliquées dans des do-

maines comme l'économie, le travail et la précarité, l'éducation et la santé, le vieillissement de la population et la sécurité sociale, l'aménagement du territoire et l'environnement. Enfin, il y a eu de nombreuses sessions thématiques, dont les plus suivies furent notamment Organisations et professions, Sociologie de l'éducation, Art, culture et communication, Villes, domaines et territoires, et pour finir Mondialisation, politique et citoyenneté.

Le programme scientifique a été complété par un vaste programme d'activités culturelles qui comprenait la présentation de courts métrages, un théâtre-forum d'étudiants, des concerts (de groupes connus mais aussi du Homeless Orchestra – l'Orchestre des Sans-Abri –, un projet du service éducatif de la Casa da Música) et des foires aux livres. Les trois journées se sont conclues par un dîner entre congressistes, un moment privilégié de retrouvailles, d'affinités sociologiques entrecroisées et d'implications affectives. Ainsi s'achevait un formidable espace de discussion et de débat scientifique qui a laissé son empreinte sur la société portugaise actuelle, une société où la sociologie représente, de plus en plus, un domaine essentiel d'intervention. Mais l'empreinte la plus indélébile a été celle laissée sur nos biographies individuelles, en nous permettant d'actualiser et de revitaliser notre passion pour la sociologie. ■

> Le triple tournant de la sociologie taiwanaise

Hsin-Huang Michael Hsiao, Directeur de l'Institut de Sociologie, Academia Sinica (Taïwan), et ancien président de l'Association Taïwanaise de Sociologie

Si on l'examine de manière rétrospective, l'histoire de la sociologie à Taïwan présente des caractéristiques qui lui sont propres. Bien que Taïwan ait été sous l'autorité coloniale du Japon entre 1895 et 1945, on n'observe aucun héritage de la tradition sociologique japonaise dans la sociologie taïwanaise au XX^e siècle. Pas plus qu'on n'observe de transplantation ou de continuation claire de la sociologie en provenance de la République de Chine (1911-1945) vers Taïwan, à l'époque où le parti nationaliste chinois, le Kuomintang, prit le pouvoir sur les Japonais à Taïwan, après la Deuxième Guerre mondiale. La naissance de la sociologie à Taïwan date du début des années 60, à une époque où celle-ci était profondément influencée par la sociologie nord-américaine, ce qui entraîna une relation de dépendance entre 1960 et 1980. Puis, au début des années 80, le « mouvement d'indigénisation » en sociologie, ainsi qu'en psychologie et en anthropologie, s'est organisé comme une réaction collective à cette trop grande dépendance vis-à-vis du paradigme américain de sciences sociales. C'est alors que le paysage intellectuel de la sociologie taïwanaise a commencé à changer.

Au début, un consensus d'autocritique s'est forgé au sein de la deuxième génération de sociologues taïwanais – dont la plupart avaient en fait été formés aux États-Unis – suivant lequel la sociologie manquait de travaux solides de recherche empirique sur Taïwan et n'avait que peu de rapport avec la réalité taïwanaise, malgré les tentatives pour théoriser l'expérience taïwanaise. Cette deuxième génération de sociologues appelait à un développement « enraciné » de la sociologie allant de pair avec une identité taïwanaise culturelle et historique bien ancrée. Bientôt, les sociologues taïwanais allaient s'engager dans le « mouvement de libéralisation », au moment où ils prenaient

conscience que le gouvernement autoritaire du Kuomintang était préjudiciable au développement d'une sociologie indépendante et forte. Ils réclamaient pour Taïwan une société libre et démocratique. Le « mouvement de libéralisation » visait à rendre la sociologie utile pour faire avancer la démocratisation politique de Taïwan. En résumé, depuis les années 80, la sociologie taïwanaise a été témoin de l'expérience d'une « indigénisation doublée d'une libéralisation » qui a non seulement changé la nature de la sociologie à Taïwan mais a aussi indirectement transformé l'évolution de la société et de la politique taïwanaises.

“Une sociologie particulièrement dynamique a émergé avec les transformations sociales à Taïwan”

Au sein de la sociologie taïwanaise, il y a eu plus précisément au cours des 30 dernières années trois tournants associés au mouvement d'« indigénisation doublée de libéralisation ». Le premier a été un « tournant modéré » dont l'objectif était de rendre compte de la réalité sociale et des transformations sociales taïwanaises. Une initiative importante a été de lancer puis de consolider le *Taiwan Social Change Survey*, une enquête menée régulièrement et à grande échelle sur les changements sociaux à Taïwan qui depuis 1984 livre un ensemble de données empiriques de qualité recueillant les grandes tendances de la société

>>

taïwanaise. Une autre initiative importante a été de publier une collection de livres décrivant et analysant les importants problèmes sociaux auxquels Taïwan est confronté en tant que société en transition. Six volumes ont été publiés à ce jour, en 1979, 1984, 1991, 2002, 2005 et 2010, qui sont utilisés à la fois par des universitaires et le grand public comme des ouvrages de référence.

Pour la sociologie taïwanaise, le deuxième tournant a été le « tournant critique » qui a abordé d'importantes questions de société. Une initiative décisive a consisté à braver les tabous politiques entérinés par le régime autoritaire du Kuomintang, en s'intéressant à trois domaines de recherche jusque-là interdits, à savoir l'appartenance ethnique et les relations ethniques, les classes sociales et les clivages entre classes, le genre et les inégalités hommes-femmes. Il n'est par conséquent pas surprenant que parmi les 1133 chapitres édités dans les 160 volumes de sociologie publiés entre 1980 et 2011, les classes sociales, la mobilité sociale, les changements structurels et autres thèmes qui leur sont liés arrivent en tête (totalisant 214 chapitres), suivis par des thèmes associés à l'ethnicité (131 chapitres) puis les questions axées sur le genre (78 chapitres). L'un des autres grands projets de recherche était consacré à décrire l'essor et la pratique des mouvements sociaux émergents et de l'activisme social dans la société civile. Jusqu'à présent, cinq importants ouvrages sur les mouvements sociaux ont été publiés et sont largement utilisés en milieu universitaire tout en étant bien connus dans les milieux proches des mouvements sociaux. Ils ont été publiés en 1989, 2000, 2006, 2010 et 2011.

Le troisième tournant a été le « tournant radical » qui a donné à la sociologie un rôle dans la démocratisation politique de Taïwan. De nombreux sociologues en activité ont rédigé des articles dans des journaux et des magazines grand public, et organisé ou assisté à des séminaires publics et des conférences de presse pour défendre et faire avancer la cause de la démocratie. En fait, les sociologues taïwanais pratiquent depuis les années 80 la sociologie publique ou la sociologie engagée au sein des mouvements taïwanais pour la démocratie. Nombre de sociologues taïwanais ont joué un rôle actif en tant qu'intellectuels engagés et qu'activistes directement impliqués dans le lancement, la mobilisation et la conduite de différents fronts au sein des mouvements pour la démocratie.

La dialectique de la sociologie et des transformations sociales depuis les années 80 montre que c'est lorsque Taïwan était en proie aux plus profondes transformations que la sociologie a connu son développement le plus dynamique et le plus effervescent. Les changements sociaux et politiques à Taïwan ont conduit les sociologues locaux à développer une affinité organique avec la réalité taïwanaise, les ont encouragés à défier le pouvoir autoritaire en s'engageant dans des recherches sociologiques critiques, et les ont même incités à participer aux mouvements pour la démocratie. Ce faisant, la sociologie taïwanaise a non seulement été une entreprise libératrice mais a aussi elle-même aidé la société taïwanaise à devenir plus démocratique. ■

> Les difficultés de la sociologie dans un petit pays

Le cas de Taïwan

Su-Jen Huang, Université Nationale de Taipei (Taïwan)

La sociologie taïwanaise, qui à ses débuts il y a moins de 60 ans ne comptait qu'une poignée de sociologues pratiquement dépourvus de formation doctorale, est devenue ces dernières années une discipline riche de quelque 300 spécialistes de niveau doctorat. Elle a réalisé des progrès importants dans le domaine de la recherche et a souvent contribué au débat public. Son avancée s'est faite à pas de géant, en même temps que la rapide transformation du pays de société agraire en puissance industrielle.

Il y a cependant une limite aux efforts de la sociologie taïwanaise pour parvenir à une bonne compréhension théorique et méthodologique de sa propre société, une limite imposée par la taille réduite de la communauté scientifique à Taïwan, elle-même déterminée par le nombre d'habitants du pays et par le niveau de l'investissement universitaire. Cette limitation s'applique vraisemblablement à d'autres petits pays ainsi qu'à d'autres disciplines relevant des sciences sociales.

La sociologie d'aujourd'hui, comme toutes les autres disciplines universitaires, est tellement spécialisée qu'elle se trouve souvent divisée en une multitude de sous-champs dont chacun contient à son tour plus d'une douzaine de grands thèmes de recherche. Une discipline aussi spécialisée requiert des années de formation théorique et méthodologique et de pratique pour réaliser des études significatives sur quelque grande question que ce soit. Avec une communauté de seulement 300 sociologues, la plupart des sous-champs de la sociologie à Taïwan peuvent, au mieux, attirer une poignée de chercheurs actifs, et de nombreux phénomènes sociaux importants restent tout simplement inexplorés.

Dans la mesure où de nombreux aspects de la société taïwanaise restent en dehors du champ de la recherche sociologique, notre compréhension sociologique de Taïwan contient de nombreuses et importantes lacunes. Ce déficit de connaissances représente à son tour une sérieuse

entrave à nos travaux de recherche. Sans un apport suffisant d'études autochtones à consulter et à citer, nos recherches et notre enseignement doivent forcément davantage s'appuyer sur une littérature étrangère plutôt qu'autochtone. Pour nous situer au niveau local, il nous faut souvent avoir recours à des hypothèses. En conséquence, une part significative de notre compréhension de la société taïwanaise se fonde en fait plus sur des conjectures savantes que sur des recherches solides, et les lecteurs de rapports scientifiques ont souvent du mal à distinguer les conjectures des connaissances sérieuses.

“une industrie de substitution importée qui produit des études inspirées par d'autres”

Y compris dans des sous-champs qui retiennent l'attention des spécialistes, le nombre de chercheurs actifs est le plus souvent inférieur à dix. Les publications sont rares et tardives et paraissent souvent à des intervalles de plusieurs années voire de plusieurs dizaines d'années. Même dans des sous-champs relativement en vogue, il faut souvent attendre plusieurs années pour voir son travail cité ou commenté. Le dialogue productif entre collègues n'est souvent qu'une chimère. Pour nombre d'universitaires, la solitude du chercheur est tout simplement un état de fait. Face à ce manque de réactions et de reconnaissance, jusqu'aux plus compétents se sentent gagnés par la frustration.

Plus grave encore, la pénurie de collègues et de dialogue se traduit également par un manque de contrôle et de correction des travaux de recherche. Dans certains cas extrêmes, une publication entachée d'erreurs peut bien être la seule source d'information autochtone disponible

>>

depuis dix ans sur un sujet donné, acquérant ainsi par défaut le statut de conception généralement admise, et entraînant tout un chacun dans l'erreur.

Lorsque trop de sujets demeurent peu étudiés voire totalement méconnus, même les sujets faisant l'objet des études les plus approfondies sont susceptibles d'être mal compris. La raison en est simple. Lorsqu'on réalise un travail de recherche, on ne part pas de zéro. Au contraire, on s'appuie normalement sur un fonds commun de connaissances qui forme la toile de fond qui est collectivement élaborée par la communauté scientifique et par le sens commun de la société à laquelle on appartient. C'est par rapport à ces acquis formant un fonds commun de connaissances que nous interprétons nos données et établissons nos conclusions de recherche. Lorsque ce fonds commun de connaissances sur notre propre société est très incomplet et souvent douteux, même le chercheur le plus diligent risque de mal l'interpréter. Autrement dit, quelle que soit la qualité de notre projet de recherche, de notre collecte de données et de notre analyse de ces données, un déficit important de connaissances de base sur notre société peut facilement conduire à une interprétation erronée des résultats de notre recherche.

Qui plus est, la pénurie de la recherche locale rend également difficile l'émergence de théories et concepts originaux, lesquels sont souvent nécessaires pour analyser le caractère distinctif de la société à laquelle on appartient. Chaque société possède un caractère unique indéniable que des théories ou concepts importés de l'étranger ne permettent pas de saisir de manière satisfaisante. Dans ce type de situation, de fait assez courante, outre des données locales, une théorie ou un concept autochtone

est nécessaire à une compréhension en profondeur de notre société. Il n'y a cependant tout simplement pas assez de spécialistes pour les élaborer. Même dans ces cas extrêmement heureux et rares où un spécialiste parvient à produire une théorie ou un concept intéressant et original, il se trouvera très peu de collègues pour en reconnaître la valeur et le citer. Face à la concurrence de théories et concepts importés de l'étranger qui bénéficient de centaines si ce n'est de milliers de citations dans des publications internationales, une théorie ou un concept original a bien peu de chances de faire des adeptes au niveau local. Malgré l'appel tellement en vogue en faveur de théories et concepts « autochtones », le fait est qu'il n'y a pas assez de collègues, pas assez de citations mutuelles, et par conséquent pas suffisamment de crédibilité sur le marché scientifique pour que de tels concepts ou théories d'origine locale puissent s'épanouir. Dès lors, la sociologie à Taïwan se limite à être une industrie de substitution importée qui produit des études inspirées par d'autres, en alimentant de données locales des modèles importés.

Que peut-on donc faire d'autre que se montrer pessimiste ? Si l'on tient compte de l'importance et de la valeur des sciences sociales dans tant de politiques publiques, et l'énorme coût social d'une politique publique mal conçue par ignorance, il est de notre responsabilité de faire pression pour que l'on investisse dans les sciences sociales. D'un autre côté, il nous faut reconnaître avec honnêteté nos limites dans la compréhension de notre société, nous concentrer sur la tâche d'accroître notre connaissance de la société, et faire preuve de plus d'autoréflexion dans l'interprétation des travaux de recherche. ■

> Questions morales et libertés individuelles au Chili

Oriana Bernasconi, Université Alberto Hurtado, Santiago (Chili)

« Ce qui est qualifié de moralité commune est non seulement imprécis mais variable »

(Seyla Benhabib, 2004)

Au cours des dernières décennies, le Chili a connu des réformes sociales dans les domaines de la santé, de l'éducation, des retraites et du marché du travail. Ces réformes ont sans aucun doute contribué à l'émergence d'une société plus intégrée et plus égalitaire. Cependant, beaucoup reste encore à faire. Des problèmes considérables demeurent, concernant des questions liées à l'autonomie personnelle, à l'équité économique, à la participation politique et à la protection contre les discriminations. Une démocratie parvenue à maturité requiert des avancées dans tous ces domaines, et les sciences sociales ont ici un rôle à jouer en produisant un savoir susceptible de démêler les débats de société – en réduisant par exemple l'indifférence, les malentendus ou la défiance.

Au Chili, les débats de société où l'aspect moral constitue un élément clé sont appelés des « débats de valeur » (*disputas valóricas*). Les débats publics autour du droit à l'euthanasie, de la loi sur le divorce, de la légalisation de l'avortement ou des droits accordés aux minorités sexuelles appartiennent à cette catégorie. Au sein de la société chilienne, la plupart des controverses publiques sont apparues autour d'une loi. Dans la mesure où l'examen de ces projets de loi appelle un débat sur les droits et les devoirs des membres d'une communauté les uns envers les autres, leur étude nous en dit long sur la culture morale d'une société. Cela peut par exemple révéler les idées dominantes sur le bien et le juste selon les catégories sociales, l'origine des normes morales et les procédés employés dans les délibérations d'ordre moral.

Avec le rétablissement de la démocratie, la société chilienne a également commencé à proposer et à aborder différentes réformes visant à étendre les libertés individuelles et à réduire l'ingérence de l'État dans la vie et les décisions des personnes. Si, dans la plupart des sociétés d'Europe occidentale, beaucoup de débats moraux ont commencé sur l'avortement, et la question de l'euthanasie est venue après, au Chili, la demande de réformes constitutionnelles dans ces domaines a commencé au début des années 90 avec la question de l'éducation sexuelle, suivie par un débat de neuf ans autour d'une loi sur le divorce (qui n'a été approuvée qu'en 2004) et, enfin, par six initiatives législatives différentes pour réglementer « la mort dans la dignité » et établir le droit à l'euthanasie – un débat qui s'est étendu tout au long des

années 2000 à 2012. Aujourd'hui, les débats se poursuivent autour de la question des droits des minorités sexuelles et de la « pilule du lendemain ». C'est lorsque l'extension des droits individuels et la lutte contre les discriminations deviennent des projets politiques qu'une société participe à ce type de débats. Tandis qu'une partie des Chiliens célèbre ces revendications comme un signe de maturité morale, d'autres désapprouvent ce qu'ils interprètent comme le signe d'une permissivité inquiétante, d'une décadence morale voire d'une crise.

J'ai reconstitué et analysé les modes de justification et de critique déployés dans la controverse suscitée par les initiatives légales visant à réglementer l'euthanasie et la « mort dans la dignité » au Chili.¹ Ces débats ont ouvert des horizons nouveaux sur le plan légal et moral. Des évolutions récentes dans le domaine de la recherche biologique et biomédicale ont ouvert de nouvelles perspectives pour intervenir sur la vie humaine, la manipuler, l'étendre, l'améliorer et y mettre un terme, conduisant à une redéfinition du sens même de la « vie humaine ». Les cas de l'euthanasie, avec ceux de la fertilisation in vitro, du clonage ou des mères porteuses, montrent que des controverses d'ordre socio-technique demeurent, qui s'apparentent les unes aux autres en termes de structure et de contenu, et posent des problèmes d'ordre moral.

L'analyse de cette controverse a mis en lumière un clivage entre deux principes moraux : l'autonomie du patient et le caractère inviolable de la vie humaine. Les défenseurs du droit à l'euthanasie considèrent qu'il s'agit d'un acte volontaire et concret demandé à un médecin par un patient dont les souffrances sont intolérables et irréversibles. Ceux qui s'opposent à cette proposition étendent la portée de cet acte au-delà du contexte médical et incluent l'euthanasie passive ou le fait de laisser mourir en omettant d'administrer le traitement nécessaire à la survie. Mais par delà la confrontation de ces principes, le débat en est arrivé à inclure la description même de ces situations qui doivent être encadrées par la loi : la nature de la mort ainsi que les notions de suicide assisté, de traitements ordinaires ou extraordinaires, de patient en phase terminale et de soins palliatifs, ont toutes été débattues. La controverse ne concernait donc pas seulement les valeurs que les citoyens sont prêts à défendre, mais aussi l'élaboration et l'usage socio-politique de faits techniques prétendument distincts, et l'imbrication de la moralité et de la science en ces temps de « modernité tardive ». ■

¹ J'ai interviewé des députés et des bioéthiciens qui avaient pris part à la controverse, étudié les propositions de loi et leur délibération au Parlement et examiné leur traitement dans les articles de revues scientifiques et de presse.

> Les limites de la politique environnementale au Chili¹

Alejandro Pelfini, Université Alberto Hurtado, Santiago (Chili) et FLACSO (Argentine)



Manifestation contre le projet de barrage hydroélectrique en Patagonie, au Chili.

En 2011, le Chili a soudain pris une place importante dans l'actualité internationale. La vague de protestations étudiantes contre l'un des systèmes d'enseignement supérieur les plus chers et les plus inégalitaires du monde a contre toute attente attiré l'attention. Plus généralement, cette année 2011 a été marquée par le développement des mouvements sociaux et par la politisation horizontale de citoyens qui, malgré vingt années de retour à la démocratie, avaient passivement accepté la consolidation du néo-li-

béralisme. La nouvelle politique s'est exprimée non seulement au travers des mouvements de protestation d'étudiants mais aussi dans d'autres domaines qui dépassent les lignes de clivage traditionnelles. Les droits et l'autonomie des populations autochtones et la préservation de certaines « terres communautaires », considérées comme un héritage environnemental, ont recueilli le soutien et la solidarité de personnes qui n'étaient pas directement concernées.

De nombreuses protestations parties de communautés locales, ont

>>

gagné la capitale, Santiago, sous forme de manifestations de masse contre le projet d'un barrage hydro-électrique géant (Hidro Aysén) dans l'un des endroits les plus préservés de la Patagonie chilienne, contre l'installation de centrales thermo-électriques, et de manière générale contre l'exploitation minière à grande échelle. Un gigantesque mouvement citoyen a commencé à remettre en question non seulement l'orientation politique du pays en matière d'environnement, mais aussi de manière plus générale les politiques énergétiques et leurs liens avec un modèle d'extraction et d'accumulation par essence non durable. À cet égard, le Chili, qui est considéré comme ayant relativement réussi l'une des premières expériences néolibérales dans le monde, apparaît soudain comme un laboratoire de modernisation écologique pour les sociétés semi-périphériques.

Il y a moins de dix ans que le Chili a commencé à élaborer une politique environnementale, vraisemblablement après la crise liée à l'élevage du saumon dans le Pacifique Sud. L'élaboration de sa politique en matière d'environnement est par nature essentiellement réactive, intervenant principalement après les faits : plutôt que de contribuer à définir un programme de gouvernement, elle évalue, atténue, ou même justifie des objectifs préétablis d'investissement dans les industries de production ou d'extraction. Les politiques qui sont adoptées servent ainsi à

reproduire et à légitimer l'extraction de matières premières qui est à la base de la relative richesse actuelle du Chili. Le saumon d'élevage, le bois de construction et les minéraux sont les principaux produits d'exportation du Chili. Ils font l'objet d'une réglementation environnementale qui a essentiellement trois objectifs : la protection des ressources (mais pas celle de l'écosystème environnant) ; le contrôle des conflits socio-environnementaux ; et la préservation des intérêts et de la sécurité juridique des investisseurs. Une politique environnementale axée sur ces ressources extractives met à contribution trois acteurs fondamentaux : l'investisseur (généralement une entreprise multinationale) ; l'État qui rend possible et agrée les projets d'investissement ; les experts (*think tanks* ou agences d'étude d'impact sur l'environnement) qui apportent la légitimité scientifique à un projet donné. Ces acteurs sont liés entre eux par le biais de solides réseaux : une alliance au sein de l'élite qui domine le champ de la politique environnementale, tandis que la société civile et les citoyens ordinaires sont relégués au rôle d'observateurs.

Mon projet de recherche vise à analyser la manière dont ce réseau se consolide au travers d'un discours dominant (principalement le discours de la responsabilité sociale des entreprises), organisé autour d'un cadre institutionnel privilégié (les accords volontaires) et recourant à des études d'impact sur

l'environnement pour légitimer et pérenniser sa domination dans le domaine de la politique environnementale. Dans ce contexte, les idéaux progressistes et démocratiques comme la responsabilité, la transparence et la participation ont été réduits à un simple instrument visant à séparer l'État, le marché et la société civile, créant des conditions propices aux partenariats flexibles et à l'autorégulation. Un processus collectif d'apprentissage a certes bien été engagé, et l'on observe également un certain degré de démocratisation, mais sous la forme d'un « processus d'apprentissage surveillé » sous le contrôle de procédures démocratiques assez fragiles. Ce qui soulève la question de savoir si ces limitations ne sont dues qu'à une « simple » instrumentalisation par une coalition corporatiste des élites ou si elles sont liées aux idéaux eux-mêmes (de responsabilité, transparence et participation) qui, en dernière analyse, sont moins progressistes et démocratiques qu'on ne le pense généralement. Une citoyenneté plus sensible et active a du moins le mérite de soulever des questions novatrices dans la sphère publique, portant la politique au-delà des institutions établies, dans la rue et dans les médias. ■

¹ Ce projet s'inscrit dans un projet plus large intitulé « Institutions officielles et réseaux informels dans les politiques publiques au Chili » (FONDECYT N° 1110428), sous la direction de Patricio Miranda.

> Des migrants occupent le centre de Santiago

Carolina Stefoni, Université Alberto Hurtado, Santiago (Chili)



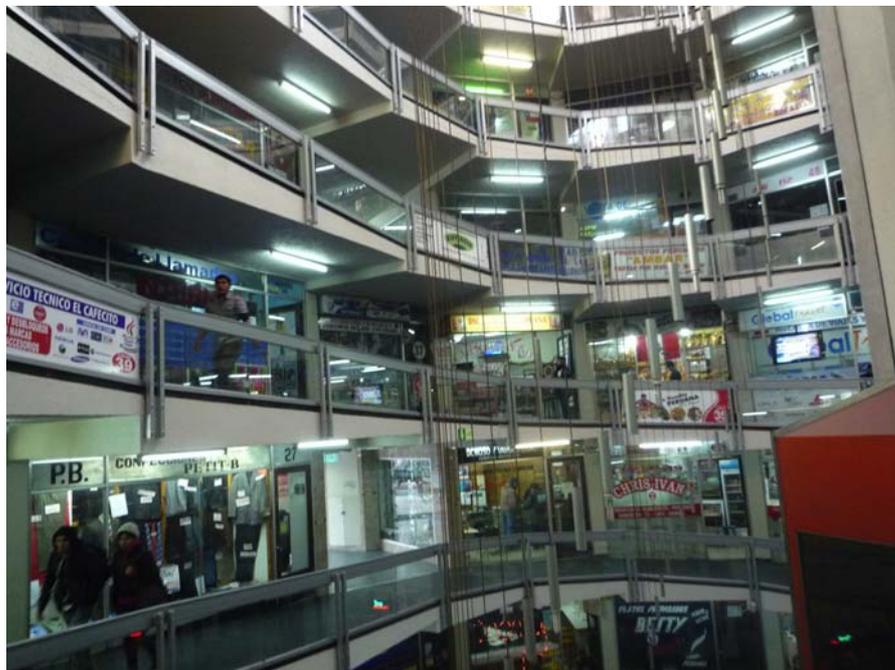
C'est au cœur du centre administratif et historique de Santiago, que se trouve la plus grande enclave de migrants de la ville. Si le quartier rassemble un nombre important d'immigrés originaires de différents pays d'Amérique latine, une nette majorité sont d'origine péruvienne. Ces immigrés péruviens ont développé une intense activité commerciale, axée sur les produits destinés à la population étrangère, comme les ustensiles de cuisine, la vente de plats à emporter, les centres d'appels, l'expédition de colis et les services d'envoi de fonds.

Les facteurs qui ont favorisé le développement de cette enclave sont entre autres : la disponibilité de logements anciens et de boutiques comme résultat du processus continu de dépopulation du centre-ville au cours des dernières décennies ; une concentration des immigrés, précisément en raison de la disponibilité d'habitations qui sont subdivisées en petites chambres et louées de façon informelle ; l'installation d'entreprises d'importation qui fournissent des produits d'origine péruvienne et les mettent à disposition de marchands qui démarrent leur activité dans le quartier ; et deux processus d'amnistie mis en œuvre sous les gouvernements de la *Consorción* (une coali-

Une épicerie pour les immigrés colombiens et péruviens, dans le centre de Santiago au Chili.

>>

Un centre commercial de Santiago qui est devenu un lieu de commerce et de référence communautaire pour les migrants originaires de toute l'Amérique latine.



tion politique de centre-gauche) qui ont permis la régularisation d'immigrés et facilité leur intégration postérieure dans le commerce officiel.

Je voudrais attirer l'attention sur trois caractéristiques principales de cette enclave. En premier lieu, au niveau des travailleurs et des activités économiques des immigrés, les pratiques officielles et illégales se superposent souvent. Alors que l'administration municipale a cherché à mettre un terme au commerce de rue, actuellement de nombreux magasins officiels conservent des pratiques illégales comme la vente dans la rue, le travail au noir ou la vente de produits sans autorisation. Ces pratiques sont simplement des stratégies pour augmenter les profits de vendeurs intervenant sur un marché où la concurrence interne est forte et dont le niveau de rendement économique est par conséquent faible.

Le deuxième trait intéressant à signaler, c'est que l'enclave agit comme un point de référence géographique pour la construction identitaire de la communauté immigrée. Cet espace est réputé parmi les immigrés vivant à Santiago – auprès du reste des habitants de la ville, et des gens qui vivent dans les pays d'origine des mi-

grants – comme un lieu de rencontre pour tous ceux qui ont en commun d'être des étrangers.

Le troisième trait est lié à la position géographique de cette enclave dans la ville et en quoi cela influe sur les formes et les significations qu'elle prend. Le fait qu'elle soit située dans le centre administratif et historique de Santiago signifie que les migrants établissent toutes sortes de relations sociales avec les autres habitants du quartier, que ce soient des employés de bureau, des touristes, des fonctionnaires ou des travailleurs en général. Le type de relations sociales qu'ils établissent contribue à modeler les caractéristiques, les significations et les frontières qui donnent à l'enclave sa personnalité.

En fait, les manières dont les migrants habitent un lieu géographiquement délimité à l'intérieur du centre-ville génèrent une série de significations et de représentations qui sont souvent en opposition avec d'autres représentations de la ville. On peut ici citer deux exemples. Le premier, c'est l'idée que cette partie de la ville est importante sur le plan civique dans la mesure où elle héberge les pouvoirs exécutif et judiciaire, à savoir le siège du gouvernement, le ministère de la Justice

et de nombreux bureaux ministériels. C'est là que la ville a été fondée et que la Déclaration d'indépendance a été signée. Cette forte signification historique et démocratique entre en opposition avec l'idée d'un lieu *des et pour* les étrangers.

Le deuxième exemple, c'est que cette enclave remet en question l'idée d'une ville mondiale – une manière plus moderne de représenter Santiago qui a récemment été mise en avant par l'administration municipale. En témoignent des campagnes d'information qui défendent l'idée d'une ville propre, sûre et ordonnée, en phase avec une série d'actions politiques destinées à recouvrer l'espace urbain dans le centre historique qui, pendant des décennies, a connu un dépeuplement et un abandon progressifs. Une enclave d'immigrés va à l'encontre de l'idée que la ville a cherché à promouvoir ces dernières années d'une ville mondiale ou d'un centre de commerce international.

La présence de migrants et l'usage qu'ils font de l'espace – face à ces autres représentations de la ville – génèrent des conflits au sein de l'espace public, conflits qui, à leur tour, contribuent à donner à l'enclave son caractère propre. ■

> Le défi de l'internationalisation de la sociologie

Eloísa Martín, Université fédérale de Rio de Janeiro (Brésil), et rédactrice en chef de *Current Sociology*

Actuellement, dans les établissements d'enseignement supérieur du monde entier, une demande est couramment exprimée : l'internationalisation. Parmi les différents moyens déployés pour y parvenir, il en est un qui prédomine : celui de publier dans des revues scientifiques influentes. Au cours des 30 dernières années, cet objectif a depuis longtemps été identifié et dénoncé comme l'un des principaux impératifs des sciences en général, et des sciences sociales en particulier. De plus, publier pour l'international signifie publier en *anglais*. La portée de revues publiées en espagnol, français, arabe ou allemand, est limitée à certaines communautés linguistiques qui, bien que transnationales, ont échoué à gagner un statut international. La prédominance de l'anglais comme langue scientifique mondiale privilégiée a renforcé cette tendance.

Toutefois, nombre de publications qui sont considérées comme « internationales » – parce qu'elles sont le mieux classées dans les index, ont un facteur d'impact élevé, et sont publiées en anglais – *en fait ne le sont pas*. Ainsi que Tom Dwyer l'observait à la Conférence des Associations nationales¹ de l'ISA en 2009, le fait qu'une revue scientifique soit publiée en anglais n'implique pas, même d'un point de vue logique, que cette revue soit *internationale*. Par définition, les revues des associations nationales de sociologie d'Amérique du Nord ou d'Europe occidentale souhaitent développer des programmes nationaux de recherche, et cela n'est pas nécessairement une faiblesse. Le problème, c'est que des universités non dominantes et les organismes qui les financent considèrent ces revues comme « internationales » et exigent que les articles soient publiés *précisément là*. Cela devient un dilemme pour ceux qui travaillent en dehors des milieux universitaires dominants, en particulier pour ceux dont la langue maternelle n'est pas l'anglais. Le résultat de cela, c'est que pour la majorité des sociologues dans le monde, l'exigence de publier au niveau international les place devant un difficile dilemme.

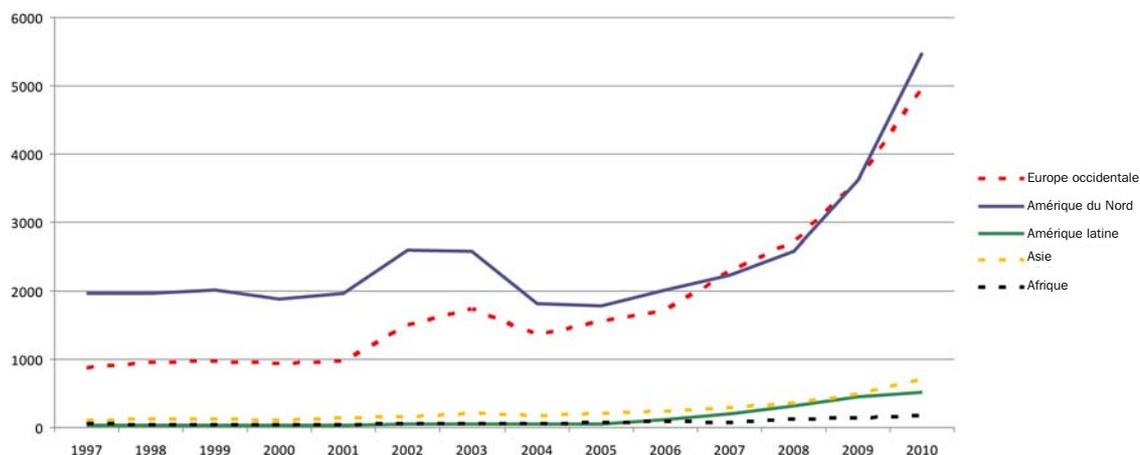
Face à cette exigence d'un simulacre d'« internationalisation » qu'il ne faut pas minimiser et qui dans beaucoup de cas détermine les conceptions de la discipline et même les possibilités d'emploi, il y a trois réactions possibles. Premièrement, un hyper-localisme, que ce soit à un niveau national ou régional, qui rejette l'exigence de publier au niveau international – parfois à travers une critique subtile du système d'indexation et de l'évaluation de l'impact des publications, et parfois simplement comme une réaction défensive et culturaliste – et privilégie plutôt les publications destinées à des lecteurs situés dans le pays. Mettre en avant les hyper-particularismes a l'avantage d'aider à approfondir la recherche sur certains sujets, ce qui permet de livrer des analyses poussées et détaillées. Mais l'impossibilité d'entrer en dialogue avec d'autres points de vue et l'intérêt limité dans la perspective d'un débat plus large, réduisent la portée et l'importance théorique potentielle de telles contributions.

La seconde réaction consiste à reconnaître le besoin urgent de publier au niveau international et en fait un objectif prioritaire. Afin d'y parvenir, les sociologies non dominantes intègrent les questions, théories et méthodologies des écoles dominantes et imitent les styles d'écriture auxquels elles adhèrent. Paradoxalement, les sociologues non dominants n'atteignent pas toujours leur objectif, peut-être parce qu'ils n'échappent pas aux pièges de l'imitation. En écrivant des textes qui paraissent parfaitement académiques, ils ne parviennent pas à maintenir à la fois la pertinence et l'originalité de leur propos. Peut-être l'effort pour faire correspondre les analyses locales avec les courants théoriques ou les formats stylistiques dominants devient-il un lit de Procuste.

Une troisième voie, non moins problématique ou difficile à réaliser, est celle du dialogue. Elle passe par des auteurs, des institutions et des revues scientifiques qui reconnaissent l'existence de spécificités locales au niveau des questions académiques, des débats théoriques et des styles d'écriture, et qui en même temps considèrent le fait de publier à l'échelle internationale comme une ouverture

>>

Répartition des articles publiés dans les plus importantes revues de sciences sociales, par affiliation régionale des auteurs.



Source : SCOPUS.

qui permet aux sociologies nationales de se développer mais aussi comme un moyen de participer à l'édification de la sociologie en tant que projet à la fois mondial et collectif. Telle est l'ambition des publications de l'Association Internationale de Sociologie (ISA) et de *Current Sociology*.

Le *Rapport mondial sur les sciences sociales* (UNESCO, 2010 : 153) indiquait que l'internationalisation des publications favorise les régions dominantes : l'Europe et les États-Unis. En fait, plus de 80 % des revues en sciences sociales sont publiées en anglais, et les deux tiers des revues les plus influentes dans ce domaine sont publiées dans seulement quatre pays : les États-Unis, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et l'Allemagne, tandis que l'Océanie, l'Amérique latine et l'Afrique contribuent chacune pour moins de 5% aux articles publiés dans le monde (UNESCO, 2010 : 143-4).

Si l'on observe les revues classées en tête de liste par SCOPUS,² on peut constater que la majorité des auteurs qu'elles publient sont rattachés à des institutions d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord, que les auteurs asiatiques et latino-américains y sont peu présents (bien qu'en progression dans le cas de ces derniers), et que ceux en provenance d'universités africaines en sont presque totalement absents.

Current Sociology n'échappe pas à cette tendance. De 1999 à 2009,³ un peu plus de 72% des articles publiés provenaient d'auteurs rattachés à des universités européennes ou nord-américaines. Le pourcentage d'auteurs asiatiques et australiens s'apparentait à celui observé dans d'autres grandes revues scientifiques : respectivement 8,1% et 5,3%. Sur le plan des affiliations universitaires, plus de la moitié des auteurs publiés dans la revue étaient originaires de seulement cinq pays : Grande-Bretagne, États-Unis, Canada, Allemagne et Australie.

Mais il est intéressant de remarquer que *Current Sociology* a publié 6% d'auteurs latino-américains, 3,2% d'auteurs africains, et 2% d'auteurs du Moyen-Orient. Nous sommes loin de renverser les tendances dénoncées par l'UNESCO, mais je peux en même temps affirmer avec une certaine fierté que *Current Sociology* a ouvert les portes à d'autres auteurs et d'autres écoles, se positionnant comme une revue clairement internationale qui travaille énergiquement pour être de plus en plus plurielle au niveau de ses contenus et de la diversité géographique de ses auteurs.

Depuis sa création en 1952, *Current Sociology* a continuellement œuvré dans ce sens. Elle accepte des propositions d'articles dans toutes les langues – une pratique partagée par *International Sociology*. Et elle est ouverte à de nouveaux sujets, à des propositions théoriques et méthodologiques en dehors des courants dominants, et à des styles alternatifs d'écriture. La revue peut se définir surtout par son engagement en faveur du dialogue, qui lui permet de transmettre des analyses locales à l'échelle internationale. Bien sûr, au cours de ce processus, certaines spécificités locales seront perdues, mais pas nécessairement la finesse de l'analyse. Et la possibilité de débattre avec des collègues du monde entier peut enrichir aussi bien les auteurs que la communauté des lecteurs de *Current Sociology*. ■

¹ Vous pourrez retrouver les commentaires de Dwyer dans la vidéo *Challenges for a Global Sociology* (« Défis pour une sociologie mondiale ») sur <http://www.youtube.com/watch?v=QA5GaEPQcZI>.

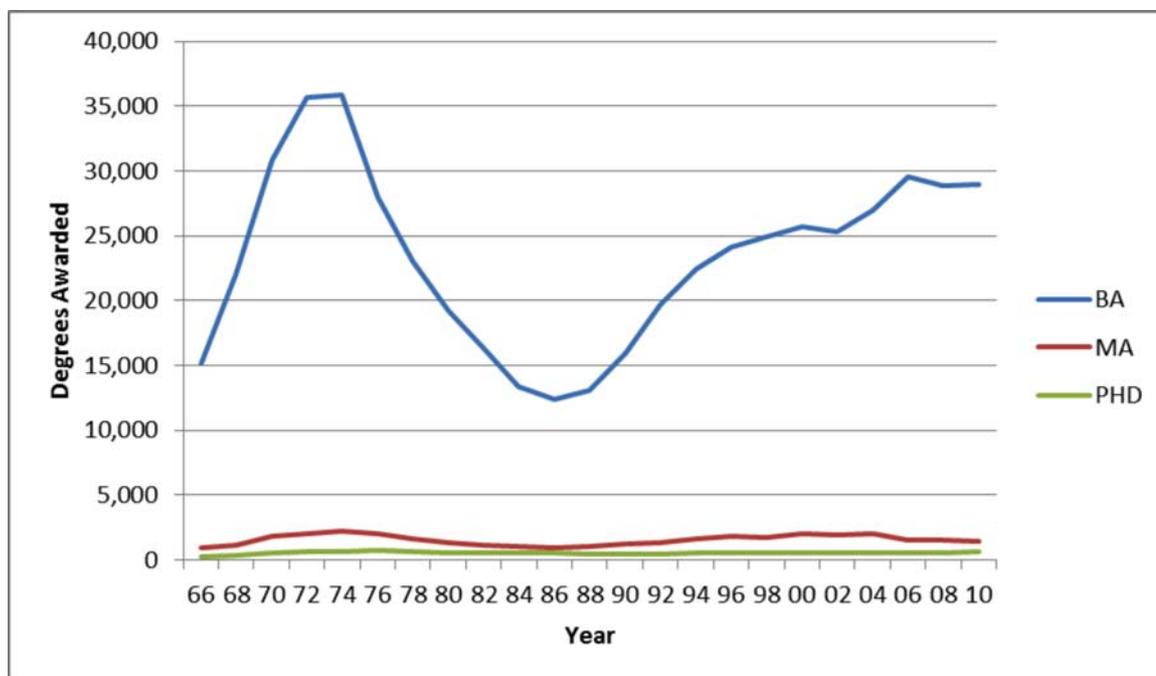
² Je voudrais remercier Matías López, assistant d'édition de *Current Sociology*, qui a trouvé les données pour ce graphique qu'il a créé.

³ Vous pourrez trouver des détails et des informations supplémentaires sur cette enquête de *Current Sociology* dans Eloísa Martín (2012) "Making Sociology Current through International Publication: A Collective Task." *Current Sociology* 60(6): 832-7.

> La sociologie américaine est-elle en déclin ?

Bronwen Lichtenstein, Université d'Alabama, Tuscaloosa (États-Unis), et Président du CR49 de l'ISA (Sociologie de la santé mentale)

Nombre de diplômes de sociologie délivrés entre 1966 et 2010, classés par niveau d'études universitaires



Source : American Sociological Association, Research on Sociology 2012.

Quel est l'état actuel de la sociologie aux États-Unis ? En 1994, quand j'ai émigré de Nouvelle-Zélande aux États-Unis en Alabama, j'ai entendu dire que la sociologie était en déclin. Les études de doctorat en sociologie de l'Université d'Alabama avaient alors récemment été supprimées en raison de luttes intestines entre les membres du corps enseignant, et l'administration avait résolu la question en retirant cette filière. La sociologie a alors été intégrée comme discipline secondaire au sein du Département de Justice pénale, où je travaille actuellement. Depuis, le projet de reconstituer un département de sociologie n'a abouti à rien, et la sociologie comme matière secondaire souffre d'une offre de cours insuffisante pour rester viable ou pouvoir se développer. Les perspectives ne sont pas brillantes dans la région des États-Unis où je me trouve.

Je n'ai pas prêté attention à ce qui se passait plus généralement dans la sphère de la sociologie jusqu'à ce que je lise cette phrase de Benjamin Ginsberg dans son livre daté de 2011 *The Fall of the Faculty: The Rise of the All-Administrative University and Why It Matters* [Le déclin du personnel enseignant : la montée du tout-administratif et pourquoi c'est important] : « Dans l'ensemble du pays, [la fermeture] a précisément été ces dernières années le sort réservé à un grand nombre de cursus universitaires de sociologie réputés, au moment où l'intérêt des étudiants pour la discipline a pratiquement disparu » (104).

L'affirmation générale de Grinberg sur la disparition de la sociologie m'a amené à consulter le site web de l'Association Américaine de Sociologie (ASA) afin d'y trouver des informations sur les tendances de la discipline dans

>>

les facultés et les universités américaines. Les données recueillies indiquaient que le nombre de licences et de masters avait pratiquement doublé entre 1990 et 2004. Une mise à jour de l'ASA pour la période 2001-2007 montrait une croissance continue dans la plupart des universités et des facultés (Spalter-Roth, 2008). Le nombre de départements à part entière de sociologie a également augmenté, peut-être pour répondre à un nombre d'étudiants en expansion.

L'ASA apportait trois réserves à ce constat de redressement. En premier lieu, le niveau doctorat n'avait pas suivi cette tendance ascendante, et même avait décliné au début des années 2000, avant de remonter légèrement. Deuxièmement, la concentration des inscriptions en justice pénale s'est faite au détriment de la sociologie traditionnelle. Troisièmement, un moins grand nombre de professeurs titulaires sont embauchés pour enseigner à ces étudiants. À leur place, des enseignants à temps plein ou partiel sont employés pour réduire les coûts et maximiser les profits, suivant une tendance nationale qui affecte aussi d'autres disciplines (Wilson, 2010).

Le tableau relativement optimiste que reflètent les comptes rendus de l'ASA peut être contextualisé dans le cadre de tendances plus larges de la sociologie aux États-Unis. Il apparaît ainsi que les années 70 ont constitué l'apogée de la discipline, à un moment où départements et cursus de sociologie étaient créés ou étendus à l'échelle nationale. Pourtant, dans les années 80, la sociologie sembla dégringoler, le nombre d'inscrits et de diplômes s'effondrant si brusquement que beaucoup prédirent la fin de la sociologie (Summers, 2003). Dunlap et Catton (1994 : 11) ont attribué le marasme des années 80 à la résurgence de la théorie fondamentaliste du libre marché et, dans le même ordre d'idées, aux « attaques sévères » de l'administration Reagan contre les sciences sociales qui ont conduit au déclin de l'intérêt des étudiants pour la sociologie. Le déclin a été si abrupt que la sociologie doit encore se rétablir ou ne serait-ce que suivre le rythme de croissance de la population aux États-Unis.

Ginsberg a peut-être raison au sujet du manque d'intérêt pour la sociologie mais je soupçonne que quelque chose d'autre est à l'œuvre ici – les étudiants sont encouragés à se spécialiser dans des disciplines qui, dans un contexte de reprise économique incertaine, leur permettront de décrocher un travail. Une fois de plus, il existe une tendance générale à privilégier les formations professionnelles plutôt

qu'universitaires, peut-être pour des raisons économiques plutôt qu'idéologiques. La première question que tous les étudiants me posent quant à une carrière dans la sociologie est : « Mais que puis-je faire avec ? ». Je réponds généralement « beaucoup de choses » et j'explique pourquoi un diplôme de sociologie est utile. Mais étant donné ma propre expérience d'enseignant dans un cursus de sociologie dont la viabilité est incertaine, je dois m'interroger.

Il y a quelques années, j'ai interrogé 1000 étudiants inscrits en premier cycle de Justice pénale et sociologie sur la question de savoir si la sociologie devait être proposée comme spécialité à l'université. La réponse fut catégoriquement oui. Peut-être le manque d'intérêt ne vient-il pas tant des étudiants que des parents et d'autres personnes influentes qui pensent qu'un diplôme de gestion, d'ingénieur, d'infirmier ou d'enseignant a plus de valeur et débouchera sur un emploi mieux rémunéré. Quoiqu'il en soit, la sociologie est toujours viable en 2012. Nous n'atteindrons peut-être pas les niveaux d'inscriptions dont bénéficient actuellement les filières professionnelles, mais la sociologie traditionnelle a sa place dans la pensée critique, l'analyse sociale, et contribue à une plus grande culture pour des citoyens bien formés et donc aptes à occuper un emploi. J'ai l'espoir que les tendances en sociologie iront dans notre sens une fois que la valeur d'une formation universitaire par rapport à des compétences strictement utilitaires sera à nouveau reconnue au sein de la société américaine. ■

Références

- American Sociological Association (2012) "Research on Sociology: Sociology Degrees Awarded by Degree Level 1966-2010." Consulté le 29 novembre 2012 (http://www.asanet.org/research/stats/degrees/degrees_level.cfm).
- Dunlap, R. E. and Catton, W. R. Jr. (1994) "Struggling with Human Exemptionalism: The Rise, Decline and Revitalization of Environmental Sociology." *The American Sociologist* 25(1): 5-30.
- Ginsberg, B. (2011) *The Fall of the Faculty: The Rise of the All-Administrative University and Why It Matters*. New York, Oxford University Press.
- Spalter-Roth, R. (2008) "What Is Happening In Your Department? A Comparison of Findings from the 2001 and the 2007 Department Surveys." Washington, DC: American Sociological Association. Consulté le 10 décembre 2012 (<http://www.asanet.org/images/research/docs/pdf/Whats%20Happening%20in%20Your%20Dept.pdf>).
- Summers, J. H. (2003) "The End of Sociology?" *Boston Review* 28(6). Consulté le 10 décembre 2012 (<http://bostonreview.net/BR28.6/contents.html>).
- Wilson, R. (2010) "Tenure, RIP: What the Vanishing Status Means for the Future of Education." *The Chronicle of Higher Education*. Consulté le 10 décembre 2012 (<http://chronicle.com/article/Tenure-RIP/66114/>).

> Les Balkans au-delà de la balkanisation

Svetla Koleva, Institut d'Études des Sociétés et du Savoir, Sofia (Bulgarie), et Présidente de l'Association Bulgare de Sociologie



Séance d'ouverture de la deuxième conférence annuelle du Forum Balkanique de Sociologie dans l'aula magna de l'université St. Kliment Ohridski de Sofia, le 9 novembre 2012. Photo de Hassan Berber.

Bien que durant plus d'un siècle la région des Balkans ait surtout été synonyme du type de fragmentation régionale qui a donné naissance au terme de « balkanisation », la II^e Conférence annuelle du Forum Balkanique de Sociologie (Sofia, 9-10 novembre 2012) a montré que pour les sociologues de la région, cette histoire fait clairement partie du passé. Le Forum Balkanique de Sociologie a été créé en novembre 2011 à Tirana grâce à l'action de sociologues albanais, et en particulier de Leke Sokoli, et

avec la participation et le soutien de collègues de Macédoine, de Bulgarie et de Slovénie ; c'est la première fois que se concrétise l'idée de construire une association de sociologues des Balkans – une idée qui avait d'abord été avancée par l'ancien président de l'Association Bulgare de Sociologie, Peter-Emil Mitev, mais qui est longtemps restée lettre morte en raison de la guerre en ex-Yougoslavie. Ayant compris les leçons de l'histoire, et informés de l'inéluctable besoin de travailler ensemble de façon à surmonter leurs insuffisances et renforcer leurs avan-

>>

tages respectifs, les sociologues des Balkans ont créé leur propre association avec l'objectif de promouvoir la connaissance mutuelle et une action concertée dans le domaine de la sociologie au niveau régional et international. Ils se sont réunis à Sofia afin d'instaurer un dialogue et une compréhension mutuels, en apprendre davantage sur leurs voisins proches, et rendre plus familier ce qui ne l'était pas.

Bien sûr, après la chute du Mur de Berlin, de multiples rencontres ont été organisées sur différents thèmes entre des sociologues des Balkans et des chercheurs en sciences sociales de différents pays. Le thème spécifique de la rencontre qui s'est tenue à Sofia en novembre 2012 était « Les Balkans comme défi social et cognitif pour la sociologie ».

Comment devrions-nous caractériser nos voisins des Balkans, en tant qu'acteurs économiques et politiques, en tant que sociétés stratifiées et communautés unifiées, en tant que structures éducatives et culturelles, en tant que façons de vivre ensemble et d'accepter l'autre ? Comment le passé influe sur le présent dans chacun des pays et sur les relations entre ces pays ? Quelle part de l'expérience contemporaine de chacun de ces pays pourrait être utile à ses voisins, de sorte que notre présence dans l'Europe unie et dans le monde soit constructive, mutuellement enrichissante et stimulante ? Étant à la fois partenaires et concurrents, et jouant un rôle non hégémonique dans le domaine de la recherche internationale, comment faire pour maintenir nos traditions nationales en matière de sociologie, rester attentifs aux problèmes locaux, et respecter les critères scientifiques qui permettent de valider un savoir, quand nous sommes confrontés à l'impératif d'une applicabilité immédiate du savoir ? En résumé, comment pouvons-nous, nous qui vivons dans les Balkans, faire de la sociologie et produire un savoir valable et universel tout en évitant une approche balkanisante et une auto-balkanisation ?

Ces questions ont orienté les débats au cours des six séances thématiques et des quatre groupes de discussion thématiques auxquels ont participé plus d'une cen-

taine de sociologues des pays balkaniques (Albanie, Bulgarie, Grèce, Kosovo, Macédoine, Roumanie) mais aussi d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord (Canada, Finlande, France, Belgique). Ainsi, le dialogue n'a pas été limité aux chercheurs vivant au cœur de la réalité des Balkans et connaissant les tendances contradictoires du développement dans cette région. Des collègues venus de pays qui sont plus ou moins éloignés des Balkans y ont également participé.

Par ailleurs, la Conférence balkanique qui s'est tenue à Sofia a confirmé une situation bien connue en sociologie. Les institutions ne peuvent créer les conditions requises pour une pleine satisfaction des individus et des groupes que si elles sont composées de personnes ayant une claire vision de la vocation et de la mission de l'institution. D'un autre côté, les individus ne peuvent être une force d'impulsion pour les institutions que si ces dernières reconnaissent les efforts fournis par les individus et les groupes pour développer de manière significative l'activité de l'institution. Alors que la volonté de coopération et de dialogue a été le moteur principal de la conférence de Sofia, sa réalisation aurait été impossible sans le soutien moral et financier de l'ISA et les efforts conjoints du Forum Balkanique de Sociologie (BSF), de l'Association Bulgare de Sociologie, de l'Institut d'Études des Sociétés et du Savoir de l'Académie Bulgare des Sciences, de l'Université de Sofia et de l'Institut français en Bulgarie.

La coopération entre sociologues des Balkans s'est institutionnalisée à Tirana en 2011, ce qui a permis à un large dialogue transcendant les frontières balkaniques d'être engagé à Sofia une année plus tard. Ce dialogue se poursuivra en Macédoine lors de la troisième Conférence du BSF prévue à l'automne 2013 ; par la suite, chaque année, une des associations nationales de sociologie des Balkans accueillera les futures rencontres. Y a-t-il cadre plus prometteur pour un dialogue faisant office à la fois de « pont et [de] porte » (pour reprendre la métaphore bien connue de Simmel) –, un dialogue qui crée des perspectives plus ouvertes sur l'extérieur, qui nous fait sortir de nos univers isolés et nous rapproche de l'univers des autres ? ■

> Interdisciplinarité

Conférence de la Société Philippine de Sociologie

Clarence M. Batan, Université de Santo Tomas, Manille (Philippines), et Directeur de Recherche du CR34 de l'ISA (Sociologie de la Jeunesse)



Séance de pose après la première plénière du Congrès organisé par la Société Philippine de Sociologie (PSS) à l'Université Ateneo de Manilla, le 19 octobre 2012. De gauche à droite : Clarence Batan (trésorier de la PSS), Emma Porio (membre du bureau exécutif de l'ISA), Michael Burawoy (Président de l'ISA), Filomin Candaliza (Vice-Présidente de la PSS), Leslie Lopez (Secrétaire de la PSS), Filomeno Aguilar (Président de la PSS), Gelia Castillo (National Scientist) et Stella Go (membre du conseil d'administration de la PSS).

Les 19 et 20 octobre derniers, des sociologues, des professionnels et des étudiants des Philippines et de pays voisins se sont réunis à l'occasion de l'édition 2012 de la Conférence Nationale de la Société Philippine de Sociologie (PSS) à l'Université Ateneo de Manilla (ADMU), dans la ville de Quezon. Près de 100 participants venus de différentes universités et de certaines organisations

>>

privées et non gouvernementales basées aux Philippines et à l'étranger ont échangé leurs idées sur le thème *Sociologie et Interdisciplinarité : une affaire entendue ?*

Fondée en 1952, la PSS est une association professionnelle qui s'est maintenue depuis six décennies grâce à l'investissement actif de sociologues locaux et étrangers. Sa conférence nationale est devenue une occasion d'examiner le statut de la sociologie en tant que discipline. Le Professeur Filomeno V. Aguilar, Président de la PSS, a bien résumé le fond du débat dans son allocution d'ouverture : « Certains affirment que la sociologie devrait se définir fondamentalement comme une discipline théorique et conserver les frontières de la profession ; cependant, d'autres soutiennent qu'on ne peut prétendre saisir dans sa totalité la complexité de la vie quotidienne, soumise comme elle l'est à l'influence de facteurs locaux et mondiaux, sauf à se servir des approches et des outils d'analyse d'autres disciplines ». Son introduction a posé les bases pour deux jours d'intenses discussions et débats.

Le titre du discours inaugural prononcé par Michael Burawoy, Président de l'Association Internationale de Sociologie (ISA), était *Interdisciplinarité : La Promesse et le Danger*. Surprenant les participants avec sa technique des « apartés », M. Burawoy a apporté une série de réflexions préliminaires sur la manière d'aborder de façon critique l'interdisciplinarité pour la sociologie. Ses réflexions ont suscité des débats tout au long de trois séances plénières et quatre séances parallèles au cours desquelles 35 communications ont été présentées.

Les autres événements marquants de la conférence ont été la plénière consacrée aux auteurs de livres, les

professeurs Erik Akpedonu et Czarina Saloma-Akpedonu, et le professeur Filomeno V. Aguilar ; la session consacrée aux récits de sociologues historiques et d'historiens sociaux ; le colloque étudiant ; un forum qui a compté avec la participation d'un sociologue connu et respecté, le révérend père John J. Carroll, qui a décrit comme un oxymore sa vie de « prêtre/sociologue » ; et le lancement du 60^e numéro de la Revue Philippine de Sociologie sous la direction éditoriale des Professeurs Filomin Gutierrez-Candaliza et Maria Andrea M. Soco. Des foires du livre, des repas somptueux, et des programmes créatifs ont également été organisés sous la direction d'Emma E. Porio, directrice du Département de Sociologie et d'Anthropologie Sociale de l'ADMU, et Leslie A. Lopez, Secrétaire du Conseil d'Administration de la PSS.

Cette année, la conférence de la PSS non seulement a permis aux sociologues philippins de rencontrer de nouveaux et d'anciens collègues, mais également a affirmé le rôle de la sociologie dans la création de relations plus significatives et pragmatiques avec les autres sciences, qu'il s'agisse des sciences sociales ou des sciences naturelles. Avec les problèmes à l'échelle mondiale qui entraînent de nouveaux types de conflits, de confrontations et de transformations, le dialogue avec des collègues sociologues du monde entier sur des questions enracinées dans la réalité sociale des Philippines est devenu la priorité pour une sociologie des pays du Sud global. Cela a été énergiquement défendu par une nouvelle génération de jeunes sociologues philippins qui ont introduit des perspectives multi- et interdisciplinaires motivées par une aspiration à une citoyenneté mondiale active et engagée. ■

> Sociologie et transformations sociales XI^e Conférence de l'APSA

Leslie Lopez, Université Ateneo de Manila, et Secrétaire de la Société Philippine de Sociologie



Emma Porio, organisatrice en chef, s'arrange pour mener à bien deux grandes conférences en l'espace d'une semaine à l'Université Ateneo de Manila. Ici, elle préside la pause déjeuner à l'Association Asie-Pacifique de Sociologie.

Le Département de Sociologie et d'Anthropologie et l'Institut de la Culture Philippine, rattachés tous deux à l'Université Ateneo de Manila aux Philippines, ont organisé et accueilli avec succès la XI^e Conférence de l'Association de Sociologie pour l'Asie et le Pacifique (APSA) du 22 au 24 octobre dernier. Le thème de cette année, « Sociologie et transformations sociales dans la région Asie-Pacifique », a attiré 260 participants venus de 23 pays d'Asie, d'Afrique, des États-Unis, d'Europe et de la région du Pacifique.

Des conférences de haut niveau sur la sociologie publique, la théorie dans les pays du Sud, les questions de genre, le leadership et la mobilisation des connaissances, ont été délivrées par des sociologues de renom venus de la région Asie-Paci-

fique, tels que Michael Burawoy (Président de l'Association Internationale de Sociologie), Raewyn Connell (Université de Sydney), Dang Nguyen Anh (Académie Vietnamienne des Sciences Sociales), Vineeta Sinha (Université Nationale de Singapour), Michael Hsiao (Academia Sinica), Surichai Wungaeo (Université Chulalongkorn), Emma Porio (Université Ateneo de Manila), Filomeno Aguilar, Jr. (Président de la Société Philippine de Sociologie, et Université Ateneo de Manila), et Maria Cynthia Rose Bautista (Commission de l'Enseignement Supérieur, Philippines).

Pendant les trois jours de conférence, 60 groupes de travail et 180 intervenants ont abordé un large éventail de questions concernant la région, telles que le genre, la religion, la mondialisation, l'éducation, le changement climatique et

la technologie. La conférence s'est terminée par une séance plénière sur le thème « Impliquer la communauté des sociologues dans la région Asie-Pacifique », animée par Michael Burawoy et Emma Porio, avec des représentants de diverses associations nationales : Yazawa Shujiro (Société Japonaise de Sociologie), Dang Nguyen Anh (Institut de Sociologie, Académie Vietnamienne des Sciences Sociales), Ruchira Ganguly-Scrase (APSA), Michelle Shieh (Société Taiwanaise de Sociologie et Academia Sinica), Mohamed Tavakol (Association Iranienne des Sciences Sociales), Vineeta Sinha (Université Nationale de Singapour) et Surichai Wungaeo (Congrès Thaïlandais de Sociologie). ■

> Mouvements internationaux, revendications nationales

Benjamín Tejerina, Université du Pays Basque (Espagne), Président du CR48 de l'ISA (Mouvements sociaux, Action Collective et Changement social) et membre du Comité Exécutif de l'ISA (2010-2014)



Une usine abandonnée transformée en centre éducatif dans le quartier de Lanús à Buenos Aires, en Argentine. Photo de Benjamín Tejerina.

Au cours des dernières décennies, les études portant sur l'action collective et les mouvements sociaux ont connu un essor considérable, qui a permis d'accroître notre connaissance de leur apparition, de leur consolidation, de leur impact et de leur déclin. Devant leur caractère changeant, la sociologie a développé de nouveaux outils d'investigation.

À partir de décembre 2010, nous avons assisté à une série ininterrompue de manifestations, conduisant à l'occupation pacifique d'espaces publics et dirigées contre des régimes au caractère démocratique douteux ou ouvertement autoritaires. Des pays comme la Tunisie, l'Égypte, le Maroc, le Yémen, Bahreïn, Israël, l'Espagne et les États-Unis ont connu les expériences les plus représentatives de cette vague de « mouvements d'occupation ». Dans certains cas, la puissance de la mobilisation pacifique a été suffisante pour obte-

nir un changement social substantiel alors que dans d'autres cas l'usage répété et croissant de la violence a prévalu. Partout, les issues apparaissent incertaines et font l'objet d'une attention soutenue de la part de nombreux experts. Ces mouvements se sont propagés tel un virus d'un pays à l'autre, par le biais de réseaux sociaux qui amplifient leur impact en diffusant sur Internet des images à travers le monde entier. Manuel Castells a parlé à bon escient de « mouvements sociaux en réseau ».

Pour examiner cette vague de mobilisation sociale, le CR48 (Comité de Recherche sur les Mouvements sociaux, l'Action collective et le Changement social), en collaboration avec le CR47 (Classes sociales et Mouvements sociaux), a organisé à Bilbao en février 2012 la Conférence internationale « Du social au politique : Nouvelles formes de mobilisation et de démocratisation ». Des articles sur les mobilisations en Afrique du Nord, dans les pays arabes et l'Europe

du Sud ont été publiés par le CR48 et l'Université du Pays Basque. Ils peuvent être téléchargés sur http://www.identidadcolectiva.es/ISA_RC48/.

L'année dernière, la plus importante activité du CR48 a sans conteste été d'organiser près de 20 sessions de communications, de débats et de tables rondes pour le Deuxième Forum de Sociologie de l'ISA qui s'est tenu à Buenos Aires du 1^{er} au 4 août 2012. Ces sessions ont été l'occasion d'en savoir plus sur les nouvelles tendances et approches théoriques dans le domaine de la mobilisation et du changement social, d'examiner le rôle de la créativité, des émotions et du corps dans les actes de protestation, d'analyser la représentation visuelle de l'injustice et de l'exclusion, de comprendre la relation entre science, technologie et mobilisation sociale, et surtout d'entendre la voix des rues de l'Amérique latine.

Je voudrais ici attirer l'attention sur l'apport théorique des communications portant sur les mouvements sociaux en Argentine, au Chili, au Brésil, en Colombie, au Mexique, en Bolivie et en Équateur. Cela inclut les mouvements des *piqueteros* et des étudiants, des personnes handicapées, des familles de victimes de la violence politique, des jeunes Noirs, des travailleurs sans terre, des personnes sans abri, ainsi que les luttes dans les quartiers ouvriers, les luttes pour récupérer des usines abandon-

nées, les luttes engagées par les communautés indigènes, et celles concernant la traite d'êtres humains. La rencontre de Buenos Aires nous a permis d'écouter et d'analyser, en direct, des mouvements peu connus en dehors de l'Amérique latine mais qui ont eu une influence importante sur la démocratisation et la lutte contre l'injustice sociale. De plus, grâce à des collègues de l'Université de Buenos Aires et à l'Institut Gino Germani, nous avons pu avoir des contacts directs avec des usines reprises et des

associations communautaires locales. Nombre des communications présentées dans les sessions organisées par le CR48 au Forum de Buenos Aires ont été publiées dans le livre dirigé par B. Tejerina et I. Perugorría *Global Movements, National Grievances: Mobilizing for "Real Democracy" and Social Justice (Mouvements internationaux, revendications nationales : Mobiliser pour une « vraie démocratie » et la justice sociale)*. ■

> Participation des jeunes à l'ONU

Jovanni Rodriguez, John Jay College of Criminal Justice, New York (États-Unis)

En 2012, je suis devenu le premier représentant des jeunes de l'Association Internationale de Sociologie à intégrer le Département de l'Information des Nations Unies (DPI) suivant l'idée qu'il y avait besoin de la présence de jeunes aux Nations Unies. Lorsque des questions sont débattues et discutées, les points de vue diffèrent en fonction de l'identité nationale, de la race et du genre. Cependant, la diversité en fonction de l'âge est rarement prise en compte. Dès lors que des questions extrêmement controversées sont débattues pour répondre à l'objectif de changement et de réforme, l'exclusion des jeunes peut être préjudiciable à de nombreuses initiatives de l'ONU. L'objectif d'impliquer les jeunes est positif en soi parce qu'il crée de futurs ambassadeurs de causes importantes des ONG et de l'ONU. La jeune génération peut également aider les activistes à défendre leurs causes grâce aux nouvelles technologies qui permettent d'atteindre l'opinion publique et de la sensibiliser.

En mars 2012, j'ai assisté à une réunion d'information organisée par le Département de l'Information et des ONG. Une étudiante du Felician College y est intervenue dans le cadre d'un groupe de discussion portant sur l'utilisation de l'assainissement de l'eau pour faire avancer l'égalité entre les sexes. Bien que la présence inhabituelle d'une personne jeune était stimulante, il s'est produit une déconnexion immédiate de la part de l'auditoire lorsqu'elle a tenté d'utiliser Facebook. L'auditoire n'a pas réagi aux instructions de « sortir » leurs téléphones portables et une femme plus âgée a

dit « je ne sais même pas écrire un texto ». Alors que les jeunes peuvent être à l'aise dans l'utilisation des médias sociaux comme un des moyens de réaliser les objectifs des ONG, les activistes d'aujourd'hui n'ont pas cette même familiarité avec les méthodes modernes de sensibilisation aux problèmes.

Il est important de motiver les jeunes afin qu'ils s'impliquent dans les mouvements de l'ONU car les médias sociaux et la technologie peuvent à beaucoup d'égards être bénéfiques pour les ONG. Cependant, pour réussir à impliquer la jeunesse et mettre à profit notre expertise, il faudrait d'abord que nous nous sentions concernés par les problèmes en question. Un des premiers événements organisé par une ONG auxquels j'ai assisté traitait de la sexualisation des enfants, du fait que certains organismes essayent d'établir l'éducation sexuelle comme un droit. Quand des opinions négatives envers l'homosexualité et l'éducation sexuelle à l'école primaire ont été formulées, j'ai réalisé à quel point il était improbable que ce genre d'intervention puisse intéresser ma génération. Il y a deux moyens pour que les jeunes se désintéressent : nous ennuyer ou nous faire la leçon.

L'effondrement de ce mur invisible qui sépare les activistes des ONG de mouvements de la jeunesse qui sont en plein essor pourrait apporter à l'ONU le meilleur des deux univers, ce qui ne pourrait que servir les efforts humanitaires réalisés en faveur du changement et des réformes. ■

> Les vrais Bedik

Eryn Snyder, Temple University (États-Unis)



Eryn Snyder a reçu en 2012 le prix du Mémorial Rachel Tanur pour la sociologie visuelle. Le prix est décerné tous les deux ans par le Conseil pour la Recherche en Sciences sociales et financé par le Mark Family Fund. Les membres du Groupe Thématique sur la Sociologie Visuelle de l'ISA (TG05) composent les membres du jury, et le TG05 accueille depuis 2008 la cérémonie de remise des prix dans le cadre des conférences bisannuelles de l'ISA. Des informations plus complètes sur le Prix du Mémorial Rachel Tanur sont disponibles à l'adresse <http://www.racheltanurmemorialprize.org>.

Quatre à six fois par jour, les femmes Bedik du sud-est du Sénégal puisent pour leur communauté l'eau d'un puits proche. Leurs pieds ont tracé des sentiers dans la terre rouge et usé jusqu'à les rendre lisses les rochers le long des chemins qui montent jusqu'à leurs villages de montagne. Un jour de chaleur torride dans le village d'Indar, quelques femmes m'ont invitée à prendre des photos. Me déplaçant entre elles pendant qu'elles marchaient et bavardaient tranquillement, j'ai pris ce cliché de Denise et Marie. L'image a été prise dans le cadre d'un projet ethnographique plus large sur le tourisme culturel dans les villages Bedik. La photographie collaborative a été

utilisée pour étudier comment les Bedik souhaitent représenter leur culture auprès des touristes et quelle image ils se font de l'identité Bedik. Des habitants du village m'ont conseillé de prendre des photos de femmes Bedik avec des vêtements et des coiffures traditionnels, en train d'effectuer des tâches traditionnelles. Ainsi, je n'ai pas été surprise que cette photographie de Denise et Marie fût celle que préféraient les Bedik. Malgré tout, j'ai été intriguée quand des villageois ont affirmé de manière catégorique que ces femmes étaient « les vrais Bedik ».

Cette image renforce l'idée, toutefois illusoire, que les villages Bedik n'ont pas été corrompus par les forces de la

mondialisation. En outre, la photo rend compte de la fétichisation du travail de la femme, où le motif de la femme porteuse d'eau est devenu un signe de l'authenticité africaine. En appelant Denise et Marie les « vrais Bedik », les Bedik définissent aussi leur authenticité en termes cohérents avec leur héritage culturel, où les femmes sont les détentrices respectées du savoir culturel. La constance de la posture de leur corps avec le dos tourné à la caméra crée un certain anonymat ; elles représentent la force de toutes les femmes Bedik et, par extension, la résistance de la culture Bedik. L'image révèle que, tandis que les femmes Bedik supportent le poids d'une authenticité basée sur le sexe, elles le font avec responsabilité et éclat. ■